

ACADEMIE ROYALE
DES
SCIENCES D'OUTRE-MER

KONINKLIJKE ACADEMIE
VOOR
OVERZEESE WETENSCHAPPEN

Stratégie alimentaire d'un pays
en voie de développement
Un exemple : le Zaïre

BRUXELLES

1984

BRUSSEL

ACADEMIE ROYALE
DES
SCIENCES D'OUTRE-MER

KONINKLIJKE ACADEMIE
VOOR
OVERZEESE WETENSCHAPPEN

Stratégie alimentaire d'un pays
en voie de développement
Un exemple : le Zaïre

BRUXELLES

1984

BRUSSEL

ACADEMIE ROYALE
DES
SCIENCES D'OUTRE-MER

Rue Defacqz 1
B-1050 Bruxelles (Belgique)
Tél. : (02)538.02.11

KONINKLIJKE ACADEMIE
VOOR
OVERZEESE WETENSCHAPPEN

Defacqzstraat 1
B-1050 Brussel (België)
Tel. : (02)538.02.11

D/1984/0149/2

Table des Matières

Préface, par M. François-Xavier DE DONNEA, Secrétaire d'État à la Coopération au Développement	5
1. Propos liminaire	7
2. Le sens des mots	9
2.1 Le sous-développement et les pays en voie de développement	9
2.2 Une aproche réaliste du développement : la stratégie du possible	10
2.3 Le problème alimentaire	11
2.4 L'importance de l'environnement	11
2.5 Le développement intégré	12
3. Les faits	14
3.1 Pays en voie de développement et crise alimentaire. Situation particulière de l'Afrique	14
3.2. Le Zaïre	14
3.2.1. L'économie et les finances	15
3.2.2. Le potentiel agricole	16
3.2.3. L'évolution du capital écologique	16
3.2.4. La population : tendances	17
3.2.5. Les problèmes nutritionnels	18
3.2.6. La population : strates	20
3.2.7. Les infrastructures	21
3.2.8. Les termes d'échange, les débouchés et l'approvisionnement des producteurs de vivres	25
3.2.9. Données agronomiques disponibles et conditions de leur mise en œuvre	26
4. Problèmes stratégiques : principes, relais et modalités	28
4.1. Les principes	28
4.1.1. Stratégie à long terme ou interventions pragmatiques à court terme	28
4.1.2. Stratégie alimentaire ou stratégie de développement à priorité alimentaire	29
4.1.3. Sélectivité ou ubiquité	30
4.1.4. Politique intérieure et développement	31
4.2. Les relais	32
4.2.1. L'administration zaïroise	32

4.2.2. Programmes et projets : agences extérieures de coopération	34
4.2.3. Le secteur privé	36
4.2.4. Les organisations non gouvernementales	38
4.2.5. Le milieu rural, attitudes et comportements	38
4.3. Les modalités	42
4.3.1. L'échelle des interventions	42
4.3.2. Quelques «recettes» d'intervention	46
4.3.3. Les types d'intervention	46
4.4. Les limites de la coopération	47
5. Propositions d'intervention	48
5.1. Préambule	48
5.2. Approche institutionnelle	49
5.3. Approche opérationnelle	55
5.3.1. Au niveau national	55
5.3.2. Au niveau régional	57
5.4. Approche sectorielle	62
5.4.1. La crise des oléagineux	62
5.4.2. Le bois de feu	64
5.5. Approche prospective	64
5.5.1. L'intensification	65
5.5.2. Les grandes plantations de cultures pluriannuelles	65
5.5.3. Les classes moyennes rurales	66
5.5.4. Les associations rurales	66
5.5.5. Le capital forestier	66
5.5.6. L'autonomie énergétique de l'intérieur	67
5.5.7. Conservation des ressources naturelles	68
5.6. La formation : mythes et réalités	69
Conclusions	73

Préface

Au cours de mes deux récents voyages au Zaïre, j'ai été frappé par l'extraordinaire potentiel que représente l'agriculture zaïroise ainsi que par l'ampleur des problèmes qui se posent à ce niveau.

Depuis plusieurs années, la production agricole zaïroise stagne ou décroît tandis qu'on assiste à une croissance rapide de la population et à une urbanisation galopante des grands centres. Cette évolution a pour effet immédiat d'accroître les problèmes de malnutrition et de santé ainsi que la dépendance du Zaïre vis-à-vis de l'extérieur plus particulièrement sur le plan alimentaire.

De plus, dans les domaines des moyens de communications et des équipements médico-sociaux, les infrastructures se sont sérieusement dégradées, la commercialisation des produits est souvent déficiente et l'absence de politique des prix décourage les agriculteurs.

En bref, la situation est très préoccupante.

Toutefois, en regard de ces facteurs négatifs, il faut considérer les énormes atouts du Zaïre comme l'extraordinaire vitalité des populations ainsi qu'un début de prise de conscience des autorités zaïroises de l'importance du problème.

Le rôle de la coopération belge dans le domaine agro-alimentaire est donc fondamental. L'accent sera donc mis dans la décennie à venir sur le développement de ce secteur. La Belgique est décidée à augmenter la part de l'agriculture dans son programme de coopération de 4 à 20 % dans les cinq années à venir. Il ne s'agit ni plus ni moins que de quintupler l'importance de notre programme agricole d'ici 1988.

Malgré l'accroissement substantiel des efforts de la coopération belge dans le domaine agro-alimentaire, nous ne pourrons intervenir partout à la fois. Notre pays a dès lors l'obligation de définir une stratégie selective en matière agricole. Nous devons concilier les priorités définies dans le plan de relance agricole du Zaïre avec la capacité technique de réponse, de l'Administration Générale de la Coopération au Développement, (A.G.C.D.), de nos universités, de nos entreprises, de notre secteur public et de nos Organisations non gouvernementales (ONG).

En concordance avec les priorités du plan de relance et avec un souci d'efficacité maximale, notre coopération agricole sera orientée dans quatre directions :

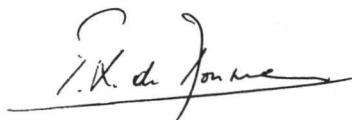
- le secteur vivrier et plus spécialement l'approvisionnement des grands centres de Kinshasa et de Lubumbashi ;
- la promotion des collectivités villageoises et de l'agriculture traditionnelle, en intégrant les projets dans le contexte local ;
- la consolidation et la prolongation des projets en cours les plus efficaces ; et
- la prise d'appui sur les structures existantes ayant fait preuve de leur dynamisme et de leur capacité à venir en aide aux populations des régions où elles sont localisées.

Pour réaliser cet objectif, une équipe d'une quinzaine de professeurs d'université et de spécialistes du développement rural ont passé au crible une série de projets présentés par les autorités belges et zaïroises et les ont classés en fonction de critères précis destinés à mesurer leur degré d'intégration et de priorité dans le contexte zaïrois. Ce travail a été réalisé au cours de l'été et de l'automne 1983 ; il avait pour but de préparer la Commission mixte technique belgo-zaïroise qui s'est tenue à Bruxelles en novembre 1983.

Le point de départ de la réflexion de ce groupe de travail fut constitué par le présent ouvrage de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer consacré à une approche scientifique de la stratégie alimentaire au Zaïre.

Les participants ont trouvé dans cet ouvrage les éléments de réflexion indispensables à leur travail.

Que l'ARSOM soit ici remerciée de l'aide et de la collaboration qu'elle-même et ses représentants ont apportées à cette tâche immense mais combien stimulante qui vise à relancer la production agricole au Zaïre.



François-Xavier DE DONNEA.
Secrétaire d'État à la
Coopération au Développement

1. Propos liminaire

Le 1^{er} octobre 1982, le Secrétariat d'Etat à la Coopération au Développement a demandé à l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer de l'aider dans la recherche d'une Approche scientifique de la Stratégie alimentaire d'un Pays en voie de Développement : le Zaïre.

Pour répondre à cette demande, l'Académie a constitué une Commission composée de 30 membres appartenant à ses trois Classes et présidée par le professeur P. Fierens, assisté du professeur H. Vis, secrétaire.

Les travaux de la Commission visaient à apporter l'appui multidisciplinaire de l'Académie aux personnes et aux institutions qui définissent, élaborent et mettent en œuvre la politique belge de coopération.

Trois membres de la Commission, MM. V. Drachoussoff, R. Sokal et H. Vis ont accepté la lourde tâche de centraliser les informations rassemblées et de rédiger le rapport destiné au Secrétariat d'Etat à la Coopération au Développement.

Ce rapport a été remis le 30 juin 1983 au Secrétaire d'Etat qui a bien voulu le préfacer, ce dont l'Académie lui est vivement reconnaissante.

Le présent document se voudrait à la fois bilan du passé et esquisse de l'avenir.

Nul ne conteste aujourd'hui que plus de vingt ans de coopération multilatérale et bilatérale n'ont pas fondamentalement changé la problématique et les perspectives de l'Afrique au sud du Sahara. Au contraire, la crise économique mondiale fait ressortir plus que jamais la fragilité de la théorie des économies complémentaires, tout en réduisant l'effort financier de pays dits «nantis». L'inquiétude et le doute assaillent le Nord comme le Sud, au risque de les dresser l'un contre l'autre. Plus que jamais, une réflexion approfondie sur les vecteurs porteurs d'une aide au développement s'impose donc pour réussir une utilisation optimale des ressources relativement modestes qui y sont consacrées.

Le document commence par préciser le sens qui y est donné à certains concepts et expressions largement employés dans la littérature du développement, afin d'éviter l'ambiguïté et la confusion. Il expose ensuite brièvement la situation actuelle du Zaïre, les principes, relais et types d'intervention. Enfin, il propose des actions institutionnelles, opération-

nelles, sectorielles et prospectives en suggérant des priorités stratégiques et en commandant les secteurs où une participation belge serait particulièrement utile pour les populations zaïroises. Les considérations émises sur le Zaïre peuvent d'ailleurs être extrapolées *mutatis mutandis* à d'autres pays africains.

2. Le sens des mots

2.1. Le sous-développement et les pays en voie de développement

La plupart des spécialistes estiment qu'il y a sous-développement lorsque trois secteurs de base d'un pays présentent des déficiences graves : l'alimentation, la santé publique, l'enseignement. Mais ceci dit, il n'y a pas de définition véritablement satisfaisante de l'état de sous-développement et du processus de développement.

Le critère traditionnel du PNB par tête d'habitant est unilatéral et simplificateur. Il identifie le développement avec une croissance quantitative et néglige les notions pourtant essentielles d'équilibre, de satisfaction, de qualité de vie ; il confond dans une même tranche de PNB des pays fondamentalement différents (Libye et Royaume Uni, États Unis et Arabie Saoudite), favorise les pays gaspillant des matières premières non renouvelables au détriment de ceux qui bâtiennent plus lentement une économie diversifiée basée sur des ressources renouvelables.

Une définition plus socio-économique se base sur l'existence, dans les pays en voie de développement d'un «*dualisme antagoniste*» entre un secteur traditionnel, voué principalement à l'autosubsistance et, d'autre part, un secteur moderne, industriel ou agro-industriel ; ou bien entre des campagnes appauvries et délaissées et des villes gonflées par une urbanisation galopante, déséquilibrées par des activités tertiaires surabondantes, ravagées par un chômage massif. Mais cette définition pourrait également s'appliquer à des pays industriels en désarroi, déchirés par des groupes de pression aux objectifs contradictoires.

Une troisième définition prend en compte la capacité d'un groupe humain de modeler et de maîtriser son environnement physique et social sans le détruire et de cohabiter dynamiquement avec lui. Cette définition permet de classer les sociétés humaines en quatre groupes : les *sociétés non-développées*, *en changement*, *développées*, *en crise*. A l'intérieur de chaque groupe, les critères quantitatifs du PNB et socio-économiques de la «*dualité antagoniste*» interviendraient pour les sub-classifications et les diagnostics.

Les sociétés non-développées, isolées des courants d'échange extérieurs, vivent dans un état d'équilibre passif avec leur environnement ;

elles s'adaptent intuitivement à lui sans jamais le dominer mais en maîtrisent leurs comportements et en limitant leurs besoins.

Les sociétés en changement sont en déséquilibre avec leur environnement. Elles ne sont plus capables de maîtriser leurs besoins et leurs espérances et pas encore capables de les satisfaire. Elles détruisent leur environnement au lieu de l'aménager.

Les sociétés «développées» sont capables de réaliser un équilibre dynamique entre leurs besoins et leurs aspirations d'une part et, d'autre part, leur environnement naturel, institutionnel et culturel. Elles tendent vers une maîtrise réfléchie de leurs comportements et de leur milieu.

Enfin, *les sociétés en crise* perdent progressivement cette double maîtrise et, avec elle, leur confiance en elles mêmes et en leur avenir. C'est le cas des sociétés industrielles vieillissantes ou malades.

2.2. Une approche réaliste du développement : la stratégie du possible

Une approche réaliste du développement suppose l'abandon de tout dogmatisme et de tout *a priori* et leur remplacement par une *attitude critique constructive* dans l'examen objectif des divers paramètres caractérisant un pays en développement pour aboutir à un synthèse donnant un reflet aussi exact que possible de la réalité socio-économique. La complexité des paramètres à prendre en compte appelle nécessairement une approche multi-disciplinaire.

L'élaboration d'une stratégie est une démarche rationnelle visant à mobiliser tous les moyens nécessaires pour atteindre un objectif donné dans un temps déterminé et au moindre coût économique et social. La stratégie peut être globale ou sectorielle, nationale ou régionale. Lorsque les paramètres de l'objectif sont nombreux et aléatoires la stratégie doit être «évolutive» c.à.d. se remettre en question à intervalles réguliers et faire appel à la méthode des «scénarios».

Toutefois, notre rationalité occidentale ne correspond pas nécessairement à la rationalité spécifique des pays africains, sud-asiatiques, islamiques ou indo-américains. Notre démarche stratégique, notre planification sont profondément imprégnées de «l'angoisse du futur» tandis que les sociétés africaines, par exemple, sont plus solidement enracinées dans les traditions du passé et vivent plus intensément le présent.

Les institutions de planification de l'Afrique se sont surtout développées sous la pression des agences multilatérales et bilatérales et sont restées exogènes et donc peu motivantes. Une stratégie à l'occidentale se heurte à des contraintes culturelles, ethniques, structurelles, opérationnel-

les – et aussi budgétaires – difficilement surmontables. Ceci ne veut pas dire bien entendu, qu'il n'y ait pas de stratégie possible en Afrique : mais elle doit s'appuyer sur des motivations endogènes, s'inscrire à l'intérieur du cercle des contraintes réelles pour l'élargir progressivement en s'en tenant à ce qui est raisonnablement possible dans une conjoncture économique, sociale et politique donnée. Notre démarche doit donc aller du *rationnel au raisonnable*, devenir raisonnable sans cesser d'être rationnelle.

2.3. Le problème alimentaire

Le problème alimentaire est fondamental pour les pays en voie de développement, plus particulièrement en Afrique, mais il ne se limite pas à la *production et à la distribution des vivres*. Sa solution exige en effet, non seulement la satisfaction des besoins alimentaires de base, mais aussi une *amélioration substantielle des conditions d'hygiène, de santé et de préparation des aliments* qui permettent une meilleure utilisation de la nourriture. De plus, *la poussée démographique* constitue un problème majeur : déjà dramatique aujourd'hui, le problème alimentaire risque de devenir intolérable pour les générations futures plus nombreuses, disposant d'un capital agricole de moins en moins abondant.

2.4. L'importance de l'environnement

L'accroissement exponentiel de la demande pour les vivres et donc de la production des zones de vente, ne modifie pas seulement les conditions socio-économiques du milieu humain mais aussi l'équilibre du milieu physique. Or, la destruction de l'environnement physique et culturel d'une société entraîne la décadence et finalement la déstabilisation de celle-ci.

En 1983, il n'est ni possible ni souhaitable de revenir à l'équilibre passif caractérisant les sociétés *non-développées* (cf. 2.1.). Les explosions complémentaires de la population et des espérances imposent désormais l'acquisition d'une maîtrise intelligente et respectueuse de l'environnement, ce qui postule une appréhension correcte des paramètres de base et de leur évolution. Ce n'est qu'à cette condition que les tensions inévitables qu'entraîne un changement accéléré seront stimulantes plutôt que destructrices. En d'autres termes, les moyens institutionnels et techniques mobilisés pour mettre en œuvre une stratégie de développement doivent être assumables et gérables par le milieu humain concerné et supportables

par le milieu naturel. Ceci implique qu'une attention particulière soit consacrée aux structures et aux comportements existants, ainsi qu'à la protection des ressources naturelles, des espèce, des gènes et des territoires de référence.

2.5. Le développement intégré

L'expérience des vingt dernières années a confirmé l'importance déterminante du facteur humain. Le succès d'une politique de développement ne peut être évalué *uniquement* en grandeurs quantitatives mais également en termes qualitatifs : dans quelle mesure, une intervention venant de l'extérieur du groupe concerné contribue-t-elle à répondre aux aspirations socio-culturelles existantes, à susciter de nouvelles motivations positives, à assurer leur satisfaction. Le développement doit optimiser et non maximiser.

Le développement *intégré* est un processus global ; à la fois technique, économique, socio-psychologique, répondant à l'ensemble des motivations et des besoins d'une société humaine en changement rapide. Il vise autant la qualité de la vie que le niveau de celle-ci.

Le développement *rural* intégré, doit nécessairement s'appuyer sur une entité régionale ou locale présentant un certain nombre de caractères communs et pouvant être abordée d'une manière cohérente et interdisciplinaire. Il fait appel à un ensemble de données et de méthodes scientifiques et technologiques, dans le but d'optimaliser le potentiel de développement de l'entité. Toutefois, il dissocie les ressources humaines des autres ressources naturelles : la mise en valeur de ces dernières ne doit être qu'un instrument au service de l'épanouissement humain. La satisfaction de certaines aspirations essentielles telles que la santé, l'information et la formation, des échanges économiques et culturels avec l'extérieur, les droits de l'homme, l'autonomie des décisions personnelles, l'épanouissement individuel et familial, sont aussi importants que les progrès techniques et économiques.

Le développement intégré a rarement réussi, sinon ponctuellement. Il n'est pas une formule magique supprimant la nécessité de l'effort : au contraire, il exige un niveau de volonté politique et de capacité opérationnelle que beaucoup de pays en développement ne possèdent pas.

Des facteurs négatifs comme la surpopulation, le manque de terres arables, un climat défavorable, l'insuffisance des infrastructures etc. peuvent empêcher sa réalisation ou annihiler ses résultats. C'est pourquoi, la stratégie du développement intégré doit se baser sur une appréciation

réaliste des possibilités effectives du pays et du milieu concernés. Si celles-ci sont insuffisantes pour la réussite d'un programme complexe et multidisciplinaire, il faut s'efforcer au moins d'identifier les points forts et les goulots existants ou probables, afin de renforcer les premiers et de se préparer à faire sauter les seconds. Les premières réussites permettront d'entreprendre des actions plus ambitieuses.

Le développement intégré postule une volonté de changement à la base comme au sommet de la population concernée. Une stratégie qui n'encouragerait pas prioritairement le sens des responsabilités, l'esprit d'entraide et de l'*«aide toi toi-même»*, serait vouée à l'échec, quels que soient le volume et la qualité de l'aide extérieure.

3. Les faits

3.1. Pays en développement et crise alimentaire. Situation particulière de l'Afrique

Un document de la Banque mondiale*, confirmant et recoupant de nombreuses autres études, constate que l'accroissement de la production vivrière au sud du Sahara, s'est fortement ralenti depuis 1970. Le taux annuel d'augmentation s'élevait à environ 2% entre 1961 et 1969, ce qui correspondait approximativement au rythme d'accroissement de la population rurale ; ce taux est descendu à 1,5% pendant la décennie 1969-1979. La situation des ruraux s'est donc dégradée et bien plus encore celle des villes, démesurément gonflées par l'explosion démographique et l'exode rural.

Les importations de vivres et l'aide alimentaire internationale n'ont pallié ce déficit que très imparfaitement. Encore ont-elles été principalement réservées aux grandes villes, politiquement vulnérables. Ces importations ont crû à un rythme inquiétant (9,5% par an pour les céréales, 13,3% pour les huiles végétales et animales). Elles augmentent l'endettement des pays africains et leur dépendance vis-à-vis des grands pays exportateurs. Elles changent les comportements alimentaires des populations urbaines et consolident ainsi leur dépendance économique et politique.

3.2. Le Zaïre

La Belgique est rarement objective vis-à-vis du Zaïre, tantôt par excès d'indulgence, tantôt par une trop grande sévérité. Certes, les difficultés de ce pays et les défaillances de ses groupes dominants sont considérables, mais ni exceptionnelles, ni irrémédiables. Le Zaïre *n'est pas* un cas d'exception en Afrique Noire, inéluctablement condamné à l'impuissance et à la désagrégation : d'autres pays de mêmes tendances politiques ou de tendances opposées manifestent des symptômes comparables.

* «Le développement accéléré en Afrique au Sud du Sahara». Washington 1981.

Mais le Zaïre est plus grand, plus varié, plus peuplé, potentiellement plus riche que ses voisins, il a connu des vicissitudes plus dramatiques et a pratiqué un style politique plus flamboyant. Il est donc plus vulnérable à la critique et apparaît plus facilement à la Une de l'actualité.

La Belgique qui a des liens historiques avec ce pays, doit éviter aussi bien un paternalisme résiduel qu'une critique systématique. Le Zaïre est un grand ensemble difficile à gérer et à développer. La coopération avec lui est complexe, souvent frustrante pour les deux parties. Mais le potentiel physique et humain est là et cela ne doit jamais être oublié.

3.2.1. L'économie et les finances

Le Zaïre a fait l'objet d'études très nombreuses et souvent excellentes*. Il nous suffira donc de nous y référer.

La situation du Zaïre s'est fortement dégradée depuis vingt ans. La valeur réelle du PNB n'atteint plus que le tiers de celle de 1960 et les déséquilibres entre les villes et les campagnes, entre les régions relativement favorisées (Bas-Zaïre et Shaba) et le reste du Zaïre, entre la minorité privilégiée et la masse se sont aggravés.

Le secteur agricole a reculé en chiffres absolus et par rapport aux autres secteurs de l'économie, surtout des non productifs. Le système des transports s'est désarticulé. L'emploi s'est accru dans un secteur public de moins en moins efficace (39 % de l'effectif total) mais a diminué dans les activités productives. Compte tenu de l'augmentation de la population, la proportion des chômeurs dépasserait 50 % pour le pays, 40 % à Kinshasa, 70 à 80 % dans les autres grandes villes sauf Lubumbashi. L'insuffisance de la production nationale et les nouvelles exigences des groupes privilégiés ont provoqué un accroissement important des importations alimentaires qui atteignent désormais 16 % du total des importations (biens d'équipement : 12 %).

L'endettement extérieur public ou garanti par l'État dépassait 5 milliards de dollars US à fin 1981. Un cinquième des recettes d'exportation sert à couvrir les charges d'intérêt et d'amortissement. La monnaie zairoise a perdu plus de 99 % de sa valeur de 1960 par rapport aux monnaies de référence. Les salaires n'ayant pas été adaptés aux dévaluations, le pouvoir d'achat du salaire moyen de l'ouvrier représente moins de 10 % de sa valeur de 1960. De là l'importance des circuits

* Consulter notamment l'ouvrage «Du Congo au Zaïre : 1960-1980» publié par le CRISP ; ainsi que la note de synthèse d'A. Huybrechts.

parallèles de revenus et de ravitaillement. D'autre part, en dehors des zones contigües aux grands axes d'approvisionnement, le prix d'achat des produits vivriers est trop bas pour motiver les cultivateurs. Ceux-ci sont au surplus découragés par le caractère aléatoire de ces débouchés, la rareté et le prix élevé des biens de consommation et d'équipement disponibles dans les magasins de l'intérieur.

Le budget ordinaire du Zaïre est en déficit constant dès avant 1960, à deux années près. Le gros du budget est consacré à l'Éducation nationale, à la Défense nationale et aux services de la Présidence, tandis que la part allouée aux transports et à l'agriculture est dramatiquement insuffisante.

L'administration fonctionne mal et ne remplit pas adéquatement ses fonctions d'encadrement, de stimulation et de protection. De ce fait, son rôle dans le développement du pays est au mieux modeste, parfois négatif. Les rapports entre la population et les autorités manquent souvent de confiance et de compréhension.

3.2.2. Le potentiel agricole

Le Zaïre est nettement favorisé par rapport à la plupart des autres pays intertropicaux d'Afrique. Il dispose de vastes étendues de terres cultivables, dont certaines sont très fertiles. Le régime des pluies permet de pratiquer partout une culture pluviale avec des chances raisonnables de succès ; les risques climatiques ne sont préoccupants qu'en quelques points du Territoire : l'ouest du Bas-Zaïre, le Haut-Shaba, le Nord-est du Haut-Zaïre, la vallée de la Ruzizi. L'ensoleillement et les températures sont partout satisfaisants et les risques de gelée sont très localisés. Le Zaïre a tout pour être autosuffisant et pour redevenir un exportateur de produits agricoles, malgré les ruptures de charge et les distances d'évacuation. Les grandes zones agricoles du Zaïre sont connues depuis la colonisation, mais certaines d'entre-elles sont aujourd'hui handicapées par les difficultés de transport : le Maniema, le Nord-Shaba, les Uele, le fond de la Cuvette équatoriale. La mise en valeur de terroirs à haut potentiel productif au Bas-Zaïre, dans la Ruzizi et au Shaba pourra reprendre lorsque la situation du Zaïre permettra d'envisager une intensification de l'agriculture.

3.2.3. L'évolution du capital écologique

Les progrès rapides de l'économie agricole congolaise entre 1945 et 1960 avaient déjà eu pour conséquence l'appauvrissement, l'érosion et la déforestation de certains terroirs fragiles ou surexploités. Une politique de conservation avait été entamée notamment dans les zones montagneuses à population dense, les paysannats, les zones forestières marginales.

Quoiqu'insuffisantes, elles permettaient d'espérer l'instauration progressive d'une véritable politique de défense et de restauration des sols et des forêts. Aujourd'hui, le Zaïre ne dispose ni des moyens matériels et humains, ni des capacités opérationnelles lui permettant de protéger ses ressources naturelles. Or, la population a plus que doublé et, en même temps, ses besoins en terres arables et en bois de feu. Les cultures vivrières de rapport se sont concentrées le long des axes d'évacuation, l'encadrement du cultivateur n'existe pratiquement plus. De ce fait, l'évolution du capital écologique est extrêmement préoccupante dans beaucoup de régions :

- destruction rapide de la forêt du Mayumbe ;
- appauvrissement des savanes surexploitées de la sous-région des Cataractes ;
- anéantissement de la forêt et même des arbres de savane autour de Kinshasa ;
- érosion des sols de montagne et défrichement des forêts d'altitude dans certaines parties du Kivu et du Haut-Ituri ;
- disparition presque complète des galeries forestières dans les dépressions du Karroo du Kwango-Kwili et dans le Nord-Ubangi ;
- recul de la forêt équatoriale, plus particulièrement sur sa lisière nord, par l'effet conjugué du raccourcissement de la jachère, de feux incontrôlés et des vents secs du Tchad et du Soudan.

L'accélération de ces phénomènes risque de détruire en quelques générations une grande partie des avantages naturels du Zaïre.

3.2.4. La population : tendances

Malgré l'imprécision relative des recensements, on peut estimer que la population du Zaïre a crû rapidement de 1960 à 1970, plus lentement ensuite. D'après J. VANDERLINDEN, on serait passé de 14 millions en 1960 à environ 21 millions en 1970 mais seulement à 23 millions en 1975 au lieu des 26 millions calculés par projection de la tendance 1960-1970. Ce ralentissement de la croissance démographique semble se confirmer depuis : elle serait même devenue négative dans les deux Kasai.

Le rapport entre la population de 1980 et celle de 1958 serait de l'ordre de :

- 5,3/1 pour Kinshasa ;
- 1,93/1 pour le Shaba ;
- 1,91/1 pour le Kivu ;

1,88/1 pour le Bandundu et le Bas-Zaïre ;
 1,56/1 pour l'Equateur ;
 1,45/1 pour le Haut-Zaïre ;
 1,24/1 pour les deux Kasai.

Comme dans le reste du Tiers Monde, on assiste à une urbanisation accélérée. En 1975, la population urbaine aurait atteint 28,7 % de la population totale (46 % au Shaba, 37 % au Kasaï oriental, 31 % au Bas-Zaïre).

On a signalé récemment un début de reflux vers les campagnes, par suite de la situation précaire des masses urbaines, mais cette tendance devrait être confirmée par des statistiques plus précises.

3.2.5. Les problèmes nutritionnels

Pour un pays comme le Zaïre il faut distinguer plusieurs situations nutritionnelles et alimentaires en fonction du niveau socio-économique des populations envisagées. Il y a, par exemple, une nette différence à faire entre les situations existant dans les villes et les Centres miniers et celles qui prévalent dans le milieu rural. Pour chaque situation le problème nutritionnel sera différent. Celui-ci dépend très souvent de règles générales qui sont également valables pour d'autres pays en voie de développement.

Le préliminaire à toute action est de poser pour chaque situation le diagnostic nutritionnel. Ceci suppose qu'à l'aide d'enquêtes, les différents facteurs influençant l'état nutritionnel des populations soient définis : ces facteurs sont multiples : apport alimentaire, environnement (hygiène du milieu), dynamique démographique, niveau socio-économique, habitudes culinaires ...

Le diagnostic nutritionnel doit également *définir les tranches cibles* de la population dont l'état nutritionnel est mauvais. Par exemple, dans les milieux ruraux des pays en voie de développement, ce sont les femmes enceintes et allaitantes et les jeunes enfants qui, généralement, devraient bénéficier d'un apport alimentaire accru.

Finalement, le diagnostic nutritionnel doit aboutir à *l'établissement de systèmes* qui permettent d'évaluer théoriquement, par simulation, l'influence qu'aurait l'une ou l'autre action.

Malgré l'absence de statistiques (exception faite pour quelques enquêtes ponctuelles), on peut définir schématiquement la situation nutritionnelle pour l'ensemble du Zaïre de la façon suivante :

a) *Dans le milieu rural*, où prévaut encore très souvent un régime économique proche de l'auto-subsistance, la malnutrition protéo-éner-

gétique se développe (au départ des groupes les plus vulnérables, c'est-à-dire les jeunes enfants, les femmes enceintes et allaitantes), en fonction de l'accroissement démographique et de la productivité des sols ; dans certaines régions, elle s'étend à l'ensemble de la population. Les protéines de bonne qualité (c'est-à-dire les protéines animales) et les lipides ont une tendance à disparaître du régime alimentaire. Ceci a pour conséquence un type de malnutrition particulier caractérisé par la carence en protéines : le kwashiorkor. La carence en corps gras entraîne secondairement de l'avitaminose A, responsable de lésions oculaires irréversibles.

Lorsque le régime économique est encore très proche de l'autosubsistance et que les protéines animales ont quasiment disparu, les apports alimentaires dépendent étroitement des cultures vivrières. Or, celles-ci sont soumises à des fluctuations saisonnières, il y a donc possibilité de périodes d'abondance et de disette. En outre, les apports alimentaires présentant une importance qualitative proviennent, très souvent, d'un ou de deux produits vivriers (au Kivu, en altitude, les apports en protéines dépendent à plus de 60 % du *Phaseolus vulgaris*). Une mauvaise récolte suite à des circonstances climatiques défavorables, par exemple, conduit à la disette ou la famine.

Dans le milieu rural, l'allaitement maternel est en règle générale de longue durée. L'espace entre les naissances est également long, parce qu'il dépend d'une part de cet allaitement de longue durée, mais d'autre part aussi de l'état nutritionnel médiocre de la mère. Il en résulte que le jeune enfant est protégé durant les deux premières années de vie par le lait de sa mère et que la malnutrition apparaîtra chez lui plus tard, lorsqu'il aura 3 ou même 4 ans. Ceci est important, car l'influence de la malnutrition sur le développement cérébral est surtout manifeste pendant la vie foetale et les 12 premiers mois de vie extra-utérine.

b) *Dans le milieu urbain et les centres miniers*, le régime économique est monétaire. L'apport alimentaire dépendra du pouvoir d'achat de la population urbaine d'une part et de la quantité et de la qualité de vivres disponibles par tête d'habitant d'autre part. Toutes les enquêtes concernant les villes africaines démontrent que lorsque ces deux conditions sont remplies, le citadin se procure des aliments de bonne qualité. Il en est ainsi dans les grands centres du Zaïre. Il en découle que, lorsqu'il y a de la malnutrition, celle-ci est globale, quantitative et pas qualitative comme dans le milieu rural. Il s'agit alors d'un type de malnutrition appelé «marasme».

Pour des raisons essentiellement sociologiques, l'apport alimentaire au nourrisson (enfant âgé de moins d'un an) est dans les villes du tiers

monde déficient par le fait qu'il y a abandon très rapide de l'allaitement maternel. Ceci a comme conséquence un taux de mortalité infantile plus élevé, une plus grande fréquence des grossesses par rapport au milieu rural, car l'espacement des naissances n'est pas protégé par un allaitement maternel de longue durée.

Dans les Centres miniers, les politiques alimentaires sont plus ou moins programmées, si bien que l'apport en vivres dépendra presque exclusivement de l'approvisionnement organisé par la direction de la société minière et des aliments que peut offrir le milieu rural.

c) *Les carences nutritionnelles spécifiques.*

Il existe au Zaïre des régions où règnent des carences spécifiques : la carence en iodé, qui provoque le goitre et le crétinisme endémiques, est présente dans plusieurs régions et surtout l'Ubangi et les Uélés. Des actions spécifiques (apport en iodé par le circuit médical ou par iodisation du sel de cuisine) permettent théoriquement d'éradiquer cette affection qui touche plusieurs centaines de milliers d'habitants avec une prévalence de l'arriération mentale allant jusqu'à 3 à 5 % de la population envisagée. Dans d'autres régions on observe des carences en fer, cuivre ou zinc. Le tableau clinique est surtout celui d'anémies. Les corrections à ces carences ne peuvent être apportées que par des aliments d'origine animale.

d) *Influence de l'environnement, à l'exclusion des apports alimentaires, sur l'état nutritionnel de l'homme.*

Dans les pays tropicaux, les parasitoses (intestinales et la malaria), ainsi que les maladies infectieuses surtout de nature épidémique (choléra, dysenterie, rougeole, etc.) ont une influence majeure sur l'état nutritionnel de l'homme. L'assainissement du milieu améliore la situation d'une façon spectaculaire, même si l'apport alimentaire ne change pas.

3.2.6. La population : strates

D'une façon très empirique, on peut distinguer six strates dans la population zaïroise, leurs frontières n'étant pas toujours bien définies :

Une *strate privilégiée* politico-financière accaparant beaucoup plus de richesse qu'elle n'en produit. Une partie de ces richesses est placée à l'étranger ; une autre, d'importance variable, est redistribuée selon deux chenaux principaux : l'entretien d'une parentèle plus ou moins nombreuse et des dépenses d'investissement, de prestige ou de confort dans les villes et le lieu d'origine du privilégié.

Une *strate de cadres* : techniciens, fonctionnaires supérieurs, chefs de petites et moyennes entreprises. Les plus favorisés frôlent la strate pri-

vilégiée, et s'efforcent de s'y amalgamer ; les plus malchanceux luttent pour ne pas tomber dans le groupe inférieur. Les revenus de cette strate sont supérieurs à la moyenne zaïroise mais ne suffisent généralement pas à lui assurer un niveau de vie correspondant à ses besoins matériels et culturels ni à donner une bonne éducation à ses enfants. C'est ainsi que beaucoup de cadres, techniciens et fonctionnaires sont amenés à chercher des sources complémentaires de revenu.

Une strate de petits salariés disposant d'une certaine stabilité d'emploi. Leur rémunération ne couvre qu'une faible partie de leurs besoins vitaux tout en leur apportant certains avantages sociaux : il leur faut donc impérativement pratiquer d'autres activités qui mobilisent souvent l'ensemble du ménage : micro-commerce et micro-artisanat en ville, cultures ou élevages à la campagne.

Une strate de travailleurs occasionnels et de chômeurs, survivant dans la périphérie des privilégiés ou s'adonnant à des trafics divers.

Une strate de micro-entrepreneurs ruraux, fermiers, planteurs, éleveurs. La plupart font aussi du commerce. Ceux qui réussissent entrent dans la strate des cadres mais la plupart ne sont ni très prospères, ni d'ailleurs très efficaces. Leur action sur les cultivateurs villageois est ambiguë : d'une part ils les exploitent et accaparent une partie de leurs terres, d'autre part ils leur rendent des services et leurs ouvrent certains débouchés.

La masse des cultivateurs et éleveurs villageois. Délaissée par le pouvoir, victime de l'effritement des infrastructures et de la désagrégation des services médicaux et sociaux, souffrant à la fois de l'impuissance de l'administration et de ses abus, cette masse se sent isolée et réduit ses activités aux stricts besoins d'autosubsistance.

Font exception cependant les minorités résidant à proximité des villes et des grands axes de communication et qui, dès lors, peuvent écouler avantageusement leur production excédentaire, les populations bénéficiant de programmes ponctuels valables ou vivant en symbiose avec des ONG ou des entreprises privées actives. Faiblement encadrées, insuffisamment outillées, privées d'intrants lorsque cesse l'aide extérieure, ces minorités n'en ont pas moins accru leur production depuis l'indépendance. C'est grâce à elles que les villes ne doivent pas compter sur les seuls vivres importés pour échapper à la famine.

3.2.7. Les infrastructures

L'état actuel et les perspectives d'évolution des infrastructures économiques et sociales ont déjà été décrites et commentées dans des rapports

très fouillés. Pour éviter des redites, nous aborderons ces problèmes du point de vue de leur incidence sur l'économie agricole et plus particulièrement l'économie alimentaire.

3.2.7.1. Les infrastructures économiques

Les transports.

Quoique périodiquement débordé par la croissance rapide de l'économie congolaise, le réseau de transport constituait, en 1960, un système cohérent et fiable, acheminant et manipulant sans interruptions graves des tonnages importants de produits et de marchandises. Les tarifs étaient supportables pour l'économie et aménagés de façon à compenser quelque peu les inconvénients de l'éloignement. Il restait bien entendu des problèmes non résolus, imputables à la dimension du pays et à sa géographie : le faible kilométrage des routes asphaltées, l'entretien des routes en terre, le nombre et le coût des ruptures de charge, la difficulté de certains biefs fluviaux. Mais on pouvait espérer que certains d'entre eux seraient résolus, en 1970, à l'achèvement du 2^e plan décennal. La situation s'est dramatiquement détériorée au cours des 20 dernières années, malgré une aide extérieure importante. La seule progression à noter est la longueur des routes asphaltées (quelques centaines de km seulement en 1959, 2000 en 1979 dont 1000 devraient déjà être remis en état) et le développement de l'infrastructure aérienne, seul moyen d'atteindre certains postes isolés.

La régression des trafics est à peu près générale. Les efforts de redressement entrepris depuis quelques années, notamment avec l'assistance belge, n'ont pas encore abouti. Si la dégradation des transports peut être considérée – avec un *a priori* d'optimisme – comme un phénomène réversible, la hausse constante des carburants, de l'équipement et des pièces de rechange doit être considérée comme une tendance à long terme. Le prix de la tonne kilométrique transportée par route est devenu exorbitant. D'autre part, l'ONATRA et la SNCZ ont pratiqué des hausses de tarif telles que les frais de transport sont quasiment insupportables pour les produits agricoles, lesquels doivent désormais payer un prix presque aussi élevé que certains produits miniers.

La lenteur et l'irrégularité des transports, les coulages divers, l'isolement partiel et parfois total de vastes territoires, ont un effet négatif important sur la pénétration administrative et sociale et l'approvisionnement de l'intérieur en outils et en intrants. Ces mêmes facteurs, conjugués

avec la hausse des coûts, influenceront de plus en plus profondément la géographie économique du pays. Désormais, les cultures vivrières destinées au ravitaillement des villes devront être localisées non seulement en fonction de facteurs agronomiques, mais – de plus en plus – selon les facilités et les coûts d'acheminement. En d'autres termes, les cultures vivrières de marché devront se rapprocher des centres de consommation ou bien subir sur place une transformation incorporant un maximum de valeur ajoutée (ce qui n'est possible ni partout ni pour tout). Seules les cultures à haute valeur unitaire pourront encore subir de longs transports sans exiger de subsides. Le rapport CUI (coût unitaire du transport)/PUP (prix unitaire du produit) déterminera la vocation des terroirs, sauf contre-indications pédoclimatiques graves. Il y aura donc des changements parfois dramatiques de vocation économique qui imposeront la recherche d'activités nouvelles et des mises au point techniques. Heureusement, le potentiel agricole du Zaïre est suffisamment grand et réparti pour permettre de tels ajustements. Mais leur prix financier, humain, écologique peut être lourd.

En effet, une trop grande concentration des zones de production vivrière risque d'avoir des effets nuisibles sur les terroirs à écologie fragile autour des villes et sur l'économie des régions plus éloignées. Avant 1960, on palliait quelque peu ces inconvénients par une politique d'échelles mobiles et par l'uniformisation territoriale de certains prix d'achat (coton). On pourrait concevoir la remise en pratique de ces méthodes de redistribution interrégionale ou intersectorielle. Elles constituent en fait une des formes de la subsidiation de l'agriculture et du rééquilibrage régional que pratiquent tous les pays du monde. Mais il faut rester conscient de leurs limites :

la rentabilité des produits «riches» n'est plus suffisante pour subsidier les produits «pauvres» ;

la situation financière du Zaïre et la perspective probable d'une hausse continue de coût de la tonne kilométrique ne permettront plus de transporter des produits pondéreux en dessous du prix de revient ;

le monopole du rail et de l'ONATRA est sérieusement et sans doute définitivement battu en brèche par suite de leur mauvais fonctionnement et de la création de circuits parallèles d'approvisionnement ;

l'expérience de nombreux pays a montré les difficultés d'une politique volontariste de compensations inter-régionales : le plus souvent, une redistribution excessive arrête la croissance des régions assistantes tout en anesthésiant les régions assistées.

La réintroduction d'échelles mobiles et de tarifs de soutien ne doit pas être exclue, lorsque la situation économique du Zaïre le permettra. Mais il ne devrait s'agir que d'une mesure à effets limités, couplée avec des investissements importants et judicieux dans le développement agricole et notamment avec une reconversion planifiée des activités des régions éloignées, en fonction de leur potentiel écologique (forêt équatoriale, zones d'altitude).

L'énergie

Le problème énergétique est une belle illustration des paradoxes du Zaïre. Le potentiel hydroélectrique est considérable et l'électricité produite est surabondante à Inga, où elle trouve difficilement preneur. Mais l'énergie est rare, chère et erratique dans la plus grande partie de l'intérieur du pays, où elle était surtout produite par des moteurs diesels. Seules les usines alimentant leurs chaudières et leurs centrales avec le sous-produit de leur fabrication ont, dans une certaine mesure, maintenu leurs possibilités de production.

Quant à l'énergie domestique de la masse de la population, tirée du bois de chauffage, elle pose des problèmes d'approvisionnement de plus en plus aigus dans les grandes concentrations urbaines.

On peut donc craindre d'une part la «désélectrification» des agglomérations de l'intérieur par suite du prix exorbitant de kWh produit par diesel, d'autre part le «déséquipement» du milieu rural faute de moteurs économiques, de pièces, de facilités de réparation, et enfin le *déboisement* des zones de plus en plus vastes autour des grands centres, avec les conséquences sociales, alimentaires et écologiques qui en résulteront.

Il n'est pas possible d'apporter des solutions rapides et faciles à ces problèmes mais il faut dès maintenant procéder à des ajustements tactiques dans le cadre d'une stratégie énergétique générale. Il en sera question au point 5.5.6. ci-après.

L'eau

Lié aussi à l'énergie est *le problème de l'eau potable* car traditionnellement la REGIDESO assurait les 2 services dans les petites et moyennes agglomérations, l'alimentation en eau dépendant d'ailleurs de l'électricité pour faire fonctionner les pompes. Il est réaliste de penser que le diesel, soit en direct ou par électricité interposée ne sera plus une solution économiquement acceptable à l'intérieur du Zaïre et que des solutions alternatives devraient être appliquées, comme pour l'énergie.

Les infrastructures administratives à l'intérieur du pays

L'administration territoriale, agricole, sanitaire est souvent incapable de se déplacer dans le milieu rural, faute notamment de garages équipés et de gîtes d'étape dans les villages. Même s'il n'est pas réaliste d'espérer que l'ensemble du territoire zaïrois puisse rapidement bénéficier des facilités de réparation et de logement qui existaient en 1960, un effort devrait être fait dans les zones faisant l'objet de programmes et projets de développement.

3.2.7.2. Les infrastructures sociales

L'ensemble des infrastructures sociales (soins de santé, enseignement, activités culturelles) s'est profondément dégradé en milieu rural, ce qui a accéléré l'exode vers les villes et ajouté un poids considérable à la démotivation économique des paysans.

La restauration d'un minimum d'infrastructures sociales doit donc faire obligatoirement partie de tout projet de développement rural intégré. La permanence de ces structures sociales devrait être assurée par des mesures de décentralisation budgétaire et aussi par une motivation communautaire plus poussée et le renforcement de l'esprit de «self-help».

3.2.8. Les termes d'échange, les débouchés et l'approvisionnement des producteurs de vivres

Malgré la diversité du pays et des situations locales, on peut dégager quelques points communs :

- le renchérissement général des biens de consommation. A. Kinshasa, l'index des prix de détail sur les marchés était de 4.239,8 en 1981 d'après l'IRES (base 1970 :100). Les prix à l'intérieur pour les biens importés ou fabriqués dans les villes sont encore plus élevés.

- la dégradation des termes de l'échange pour une majorité de ruraux isolés : ceux-ci vendent moins de vivres, plus irrégulièrement et à des prix insuffisants, tandis que les quelques marchandises qu'ils peuvent trouver dans les magasins de l'intérieur sont hors prix.

- le maintien et localement l'amélioration des termes d'échange pour une minorité de ruraux habitant près des grands axes de ravitaillement des grandes villes et des mines ou dans le voisinage immédiat de celles-ci.

Le commerce des vivres

Les mesures de zaïrisation de 1973 et la radicalisation qui a suivi ont eu pour résultat une désorganisation des circuits commerciaux existants. La réforme monétaire de 1980 a d'autre part privé les éta-

blissemens qui fonctionnaient encore d'une grande partie de leur fonds de roulement. Aujourd'hui, de vastes zones de l'intérieur ont été pratiquement mises hors circuit. Les commerçants importants, qui, pour la plupart, vivent dans les grandes villes et dont une partie appartient à la strate privilégiée ne s'intéressent qu'aux secteurs particulièrement rentables où ils concurrencent victorieusement les commerçants régionaux et locaux. Ceux-ci s'efforcent de rentabiliser les réseaux qui leur restent : ils abandonnent donc les zones d'accès difficile, renoncent à investir à l'intérieur, écrasent les prix d'achat au maximum. D'autre part, les grands commerçants se réservent une large part des marchandises importées ou manufacturées au Zaïre : l'intérieur est le dernier et le plus mal servi. Aux deux bouts de la chaîne, les producteurs de vivres et les petits consommateurs supportent le coût économique et social du système. Pourtant il est encore des commerçants régionaux et locaux capables et actifs, désireux d'étendre leurs zones d'achat et d'y établir ou rétablir des points de vente : ils en sont empêchés, non seulement par le manque de trésorerie déjà cité, mais par le mauvais état du réseau routier et des bacs, le manque ou l'usure des véhicules, la difficulté d'obtenir des marchandises pour remplir leurs magasins. Il se produit ainsi un cercle vicieux dont il est très difficile de sortir : pas d'acheteurs pour les vivres, donc peu de production, donc pas de pouvoir d'achat, donc pas de débouchés pour les marchandises, donc ... On ne pourra en sortir qu'en aidant les commerçants dynamiques de l'intérieur à étendre leurs activités, grâce à une convention comprenant à la fois des avantages et des obligations reciproques. Mais il faudra améliorer, simultanément l'équipement et le potentiel de production des cultivateurs. La situation est tout aussi peu satisfaisante au niveau du stockage et des commerces de gros dans les grands centres. Elle favorise les manœuvres sur les prix, les stockages spéculatifs, les coulages. Heureusement, les circuits spontanés entre les villageois producteurs de vivres et sevrés de marchandises et les citadins consommateurs de vivres et transmetteurs de marchandises se sont multipliés, sauvant les grands centres d'une disette permanente et de famines périodiques. Ce marché parallèle témoigne de l'ingéniosité et de l'esprit d'initiative du Zaïrois et est un facteur socio-économique capital de la stratégie alimentaire.

3.2.9. Données agronomiques disponibles et conditions de leur mise en œuvre

En 1960, le Congo était à la pointe de la recherche agronomique et de ses applications. Des cartes pédologiques et pédo-botaniques, des données

climatiques de plus en plus précises, constituaient une base adéquate pour la planification et la mise en œuvre du développement rural. Les épreuves traversées par le pays ont paralysé la recherche à quelques exceptions près, désorganisé ou détruit les chenaux qui en assuraient l'application sur le terrain. Du matériel végétal de valeur (clones, lignées, cultivars) a heureusement été préservé et continue de faire l'objet d'essais variétaux et de multiplications à échelle modeste dans certaines stations de l'INERA. Yangambi n'est plus qu'une ombre coûteuse que de nombreuses coopérations étrangères ont essayé successivement – et jusqu'ici vainement – de réincarner. La recherche agronomique souffre de maux bien connus : désorganisation globale des mécanismes administratifs, pléthore de personnel et de droits acquis, manque de crédits d'investissement et de fonctionnement paralysant les activités ou les détournant vers des objectifs utilitaires, persistance du mythe du «Grand INERA», empêchant les remises en cause nécessaires, coordination insuffisante et parfois rivalité avec les programmes nationaux tels que le Programme national Manioc (PRONAM) et le Programme national Maïs (PNM). On peut affirmer, en conclusion, que les données agronomiques de base existent. Sans doute ont-elles vieilli de vingt ans, mais elles restent valables à condition d'être actualisées et complétées en s'appuyant sur des centres de recherche étrangers, nationaux et internationaux qui ont pu poursuivre leurs recherches dans des conditions normales. Il serait toutefois souhaitable que certains de ces centres soient mieux informés des conditions spécifiques du Zaïre et de l'expérience acquise par l'INEAC/INERA et le Service de l'Agriculture. Le reproche parfois fait à l'INEAC d'avoir négligé les cultures vivrières n'est pas mérité, mais il est évident que la détérioration de la situation alimentaire du pays exige qu'une plus grande priorité leur soit accordée.

Une relance, même modeste, de la recherche appliquée serait cependant inutile sans mécanismes de relais ni structures d'accueil. Celles-ci se réduisent aujourd'hui à un certain nombre de projets nationaux, bilatéraux et multilatéraux, de plantations privées et d'organisations non gouvernementales : c'est une base adéquate pour amorcer la mise en œuvre d'une stratégie alimentaire mais tout à fait insuffisante pour la mener à bien.

4. Problèmes stratégiques : principes, relais et modalités

4.1. Les principes

4.1.1. Stratégie à long terme ou interventions pragmatiques à court terme

Une stratégie à long terme sur un plan national exige certains choix entre des options fondamentales :

soit une option libérale axée sur le développement auto-régulateur d'une économie d'échange interne et externe ;

soit une option réformiste et semi-dirigiste opérant des transferts des secteurs productifs avancés vers les secteurs défavorisés et notamment vers le secteur rural ;

soit une option radicale et dirigiste ambitionnant de satisfaire les besoins primaires de la masse de la population par une mobilisation endogène autoritaire.

Or, beaucoup de pays en voie de développement manquent de la volonté et de la stabilité politiques et aussi de la capacité et des moyens de gestion qui seraient indispensables pour choisir et mettre en œuvre une de ces options. A force de multiplier les discours contradictoires et les réformes velléitaires, ils exacerbent les tensions entre les divers acteurs socio-économiques, sans oser ni choisir, ni décider, ni réaliser. Et les plans quinquennaux ou décennaux restent de simples listes d'intentions, sans axe stratégique et généralement sans budget et sans résultats.

Une planification plus pragmatique devrait s'inspirer de la technique de la «Planification stratégique» mise au point il y a une vingtaine d'années. Cette méthodologie part de l'inventaire des «points forts» et des «points faibles» pour arriver, par un renforcement progressif et sélectif des premiers et par une élimination tout aussi progressive et sélective des seconds, à une réalisation d'*objectifs* à court et à moyen terme, avec un ordonnancement précis et une budgétisation réaliste des actions à entreprendre. Il s'agit donc d'une méthode à la fois pragmatique et scientifique particulièrement bien adaptée au Zaïre.

L'approche serait essentiellement séquentielle, chaque objectif une fois atteint servant de marche-pied à une réalisation plus ambitieuse. On irait ainsi, si possible, sans solution de continuité,

- du simple au complexe,
- du relativement facile au difficile,
- du court terme (5 à 10 ans) au long terme (20 ans).

Certains goulots d'étranglement sont cependant tellement évidents au Zaïre (routes et infrastructures, diffusion de matériel végétal approprié, motivation des populations, structures de commercialisation et de prix) qu'une intervention immédiate est susceptible d'amorcer une amélioration sensible de la situation.

Toutefois, même une approche pragmatique demande une analyse quantitative rigoureuse des divers paramètres pour fixer les priorités réelles et évaluer avec réalisme les moyens humains et budgétaires pouvant être mobilisés. Un appareil de détection et d'interprétation, tel que prévu ci-après en 5.2. est donc indispensable. Il devrait opérer d'une manière aussi décentralisée que possible et comporter :

- Un baromètre alimentaire et nutritionnel ;
- un baromètre écologique ;
- un baromètre de l'évolution démographique ;
- un baromètre phyto et zoo-sanitaire ;
- un inventaire permanent de la recherche agricole appliquée et de la disponibilité du matériel génétique végétal et animal.

4.1.2. Stratégie alimentaire ou stratégie de développement à priorité alimentaire

En temps de crise mondiale économique et de conflits régionaux réels ou latents, une stratégie d'autosuffisance alimentaire – là où elle est possible, ce qui est le cas du Zaïre – se justifie autant sinon plus qu'une stratégie militaire de défense et mérite d'obtenir des moyens bien plus importants que ceux qu'on lui affecte aujourd'hui.

Ceci étant dit, il n'est ni possible ni souhaitable d'isoler le problème des cultures alimentaires de ceux du développement global du milieu rural. L'agriculture de rapport n'est pas une concurrente de l'agriculture de subsistance mais une partenaire. En effet :

- Les vivres ne sont pas seulement destinés à l'autoconsommation des campagnes mais aussi au ravitaillement des villes et centres industriels. Autour de ceux-ci et le long des grands axes de communication les agriculteurs considèrent les cultures alimentaires comme leurs principales – et parfois uniques – activités de rapport.

- Les cultures industrielles annuelles peuvent s'intégrer dans des assollements de cultures vivrières et constituer la «locomotive» de la rotation, justifiant un encadrement de qualité et rentabilisant certains intrants comme les engrais.
- La meilleure garantie de l'autosuffisance alimentaire est la possibilité de pouvoir écouler avantageusement les surplus.
- Les cultures pluriannuelles de rapport créent des circuits économiques locaux ouvrent de nouveaux marchés aux producteurs de vivres et freinent l'exode rural.
- Les cultures d'exportation, parfois critiquées, procurent des devises indispensables pour le développement agricole.

La coexistence entre les cultures alimentaires et les cultures industrielles n'est cependant pas toujours facile ni harmonieuse. Des considérations à court terme et des intérêts sectoriels imposent parfois une monoculture destructrice des sols, directement concurrente des productions vivrières. Les plantations industrielles peuvent occuper des terres nécessaires pour les cultures alimentaires. L'extension du salariat combinée avec l'abandon et la dégradation des campagnes accélère l'exode des ruraux les plus dynamiques. C'est pourquoi lorsque nous utiliserons dans la suite de ce document le terme «stratégie de développement rural intégré» au lieu de «stratégie alimentaire» il reste bien entendu que la composante alimentaire de ce développement doit rester prioritaire.

4.1.3. Sélectivité ou ubiquité

La dimension et la diversité du Zaïre sont telles qu'il n'est pas possible d'être présent partout avec la même intensité : dès lors, plutôt que d'être impuissants partout, il est préférable de concentrer les interventions de caractère opérationnel sur les terroirs ou zones qui peuvent atteindre assez rapidement un stade de développement autonome, c'est-à-dire autant que possible autogéré et autofinancé, tout en réservant des interventions d'appui à des terroirs moins favorables, menacés de crise alimentaire et sanitaire. Cette approche sélective est volontairement modeste, compte tenu des contraintes à surmonter. Elle nous paraît être la seule qui puisse aboutir à des résultats profonds et durables, *y compris dans les régions défavorisées*. Pour le milieu rural traditionnel les programmes et projets doivent avoir comme but essentiel le développement rural intégré dans son sens le plus large, c'est-à-dire l'amélioration des conditions de vie et de travail du paysan. Ceci implique la mise en œuvre d'un «paquet» d'interventions concernant non seulement l'amélioration des méthodes de pro-

duction et de commercialisation et du fonctionnement de l'économie, mais aussi des infrastructures et des activités sociales et culturelles.

Pour le secteur moderne il s'agit dans un premier stade de permettre la réhabilitation et le renouvellement des plantations et de remotiver une main d'œuvre et des cadres zaïrois découragés par des bas salaires et des conditions de vie peu satisfaisantes. Pour avoir un effet multiplicateur maximum, toutes ces actions devront se baser sur une mesure exacte de leurs divers paramètres de base et viser un objectif déterminé en un laps de temps déterminé. L'évolution vers cet objectif doit également faire l'objet de mesures d'évaluation suffisamment rapprochées pour pouvoir réorienter ou infléchir à temps certaines déviations négatives.

Les actions «au ras du sol» permettront au Zaïre de résister aux menaces du présent et de corriger les faiblesses les plus criantes de sa politique rurale et alimentaire. Mais il ne faut pas négliger l'avenir, c'est-à-dire ce XXI^e siècle qui verra un Zaïre de trente à quarante millions d'habitants, confronté avec d'autres États tropicaux qui auront réussi leur «décollage» économique et lui feront une concurrence acharnée.

Ceci sans parler des impérialismes démographiques et politico-religieux qui menacent une grande partie de l'Afrique. Une stratégie de développement intégré devrait donc, tout en consacrant le gros de ses forces au présent, jeter les bases d'une agriculture évoluante, intégrant dans le contexte écologique et culturel de l'Afrique centrale les données technologiques, les équipements, les méthodes et les comportements modernes.

4.1.4. Politique intérieure et développement

Quelle que soit la qualité d'une stratégie de développement, elle doit nécessairement être sous-tendue par une politique socio-économique et financière cohérente et stimulante, c'est-à-dire, dans le cas particulier du Zaïre :

a) *Une politique monétariste adéquate*

Dans un pays potentiellement auto-suffisant en matière alimentaire, le maintien d'une monnaie à un cours d'échange artificiellement élevé ne peut engendrer que des effets pervers. En effet, la production vivrière est directement concurrencée par les surplus internationaux en vivres de base. Par contre, les produits d'exportation se voient pénalisés par une contre-partie trop faible en monnaie locale, d'où main d'œuvre agricole mal payée et manque d'incitants aux investissements agricoles nationaux, qu'il s'agisse d'activités agro-pastorales ou du secteur aval. Ceci est égale-

ment vrai pour le secteur minier dont les revenus en monnaie nationale sont artificiellement amoindris empêchant ainsi une politique de transfert de ces revenus vers les secteurs économiques défavorisés. La récente dévaluation a rétabli une certaine vérité monétaire. Mais son effet social pourrait être déstabilisant si des mesures effectives de relance économique et de contrôle de l'inflation ne sont pas prises rapidement.

b) *Une politique cohérente des prix*, augmentant le pouvoir d'achat du producteur, sans gonfler le prix effectivement payé par le consommateur. Ceci ne sera possible qu'en diminuant le coût de la collecte et du transport et en brisant les monopoles abusifs des intermédiaires et des grossistes par une véritable concurrence et une politique de stocks régulateurs.

c) *Une politique budgétaire* donnant au secteur agro-pastoral l'importance qu'il mérite dans le budget de l'État.

d) *Une relance de l'efficacité administrative*, en commençant par les zones où se réalisent des actions de développement rural intégré.

e) *Un plus grand civisme économique des classes dirigeantes*.

Ceci est un problème essentiellement politique mais qui pèse lourdement sur le fonctionnement et les perspectives du pays. Il s'agit moins de la prise en tutelle des autorités politiques par des intérêts économiques que de l'appropriation des moyens économiques par les détenteurs du pouvoir politique. Certes, une redistribution *sui generis* s'effectue par diffusion familiale, ethnique, voire linguistique, mais elle ressortit au bon plaisir d'une minorité et non à des procédures légales et réglementaires au plan national. Une coopération extérieure a peu de prise sur un phénomène qui est largement endogène. Mais elle n'a de chances de réussir que si elle prend appui sur les secteurs et institutions qui ont gardé un certain degré d'autonomie par rapport à la domination directe des groupes d'intérêt à motivations égoïstes.

4.2. Les relais

4.2.1. L'administration zaïroise

L'administration zaïroise dispose de plusieurs départements s'occupant du développement rural :

a) *Un Commissariat Général au Plan*

Cette institution hypertrophiée dans la capitale et opérationnellement absente sur le terrain est le moteur théorique des grandes options planificatrices du pays. Son œuvre majeure est le «Plan Mobutu pour la

Relance Économique et Sociale du Zaïre». Ce Plan comprend un volet de Relance agricole qui est comme beaucoup de plans de pays en voie de développement une énumération de ce qui serait souhaitable, mais le problème des voies et moyens n'y trouve pas de solution.

b) *Un Commissariat d'État de l'Agriculture* divisé en un *Secrétariat d'État à l'Agriculture* ayant dans ses attributions la recherche agronomique, la multiplication des semences et des géniteurs, les agro-industries et les fermes industrielles, et un *Secrétariat d'État au Développement Rural* prenant en charge les divers éléments du développement rural intégré tels que la vulgarisation, la diffusion de matériel végétal et de géniteurs, le crédit agricole, le stockage, la commercialisation, le PNM, le PNR, un certain nombre de projets spécifiques. Les deux Secrétariats d'État disposent ce personnel au niveau des Régions, Sous-Régions et Zones. C'est l'Agriculture qui bénéficie du personnel le plus nombreux alors qu'elle a théoriquement moins d'activités à l'intérieur que le développement rural.

c) *Le Commissariat d'État à l'Environnement*, ayant dans sa compétence les problèmes forestiers, y compris les reboisements et les feux de brousse ainsi que la pêche.

d) L'*INERA* (ex-INEAC) qui vit sur son passé glorieux de grande institution de recherche agronomique tropicale d'envergure mondiale, mais cherche sa voie depuis l'indépendance, handicapé par le manque d'encadrement qualifié et faute d'une réorientation compatible avec les contraintes budgétaires zaïroises et les besoins réels de la relance agricole.

e) De nombreux Instituts, centres et groupes de recherche, médicale, nutritionnelle etc., de niveaux et de moyens très divers, liés à l'administration, aux universités ou à des organisations étrangères et travaillant souvent en ordre dispersé.

Commentaires

Cette séparation d'activités interdépendantes et l'absence de passerelles et de procédures de coordination devraient théoriquement entraîner une dualité opérationnelle gênante sur le terrain – s'il y avait une activité opérationnelle. Or, pour divers motifs, – et à quelques heureuses exceptions près – cette activité est erratique et peu efficace.

**

Il y a de nombreuses causes aux difficultés de l'administration zaïroise :

- le manque de moyens budgétaires, de facilités de déplacement, d'infrastructures, de matériel. Entre 1960 et 1980, le budget de l'agriculture a varié entre 1 et 3 % du budget total en dépenses courantes, entre 2 et 3 % en dépenses de capital ;
- des changements fréquents dans les organigrammes et les attributions respectives des départements et des services ;
- des relations mal définies et un manque général de coordination avec le Service territorial et les départements des Travaux publics, de la Santé publique, de l'Éducation nationale ;
- l'insuffisance de directives, de contrôles, d'encouragements et de sanctions venant du haut, de suggestions et d'initiatives venant du bas ;
- des conditions de vie et de rémunération démoralisantes pour le personnel en brousse : en 1981, un chef de Division (niveau universitaire) avait une rémunération totale – y compris le logement, les soins, les allocations familiales – d'environ 600 Z après impôts ; un agent auxiliaire de 2^e classe atteignait à peine 200 Z, c'est-à-dire moins que le minimum vital. Dans ces conditions, un fonctionnaire devant couvrir les dépenses de santé et d'éducation de sa famille et bénéficier d'un confort, même très modeste, est obligé de chercher des ressources complémentaires. Dans les conditions de l'intérieur, cette obligation compromet son autorité et provoque inévitablement des conflits avec la population, la méfiance et le repli sur eux-mêmes des villageois.

On trouve parmi le personnel de l'Agriculture et du Développement rural des fonctionnaires intelligents, raisonnables, actifs et désireux de servir leur pays, mais ils sont le plus souvent placés dans des conditions qui ne leur permettent pas de bien travailler et qui sapent leur bonne volonté.

L'Administration zairoise est, par nature, l'interlocuteur obligé de toute coopération. Mais ses possibilités d'action concrète sur le terrain sont très limitées aujourd'hui. Il faut en tenir compte en établissant les programmes, travailler avec les éléments les plus valables en leur fournissant les moyens d'agir et, en toute circonstance, se conformer courtoisement aux procédures de collaboration et d'information requises par la législation zairoise et les conventions de coopération.

4.2.2. Programmes et projets. Agences extérieures de coopération

D'après les priorités fixées par le gouvernement zairois les *grands projets* du secteur agricole devraient porter principalement sur les produits suivants :

Priorité 1^o Maïs, riz, manioc, légumes, poissons

Priorité 2^o Bois (le problème du bois de chauffage paraît oublié)

Priorité 3^o Sucre

Priorité 4^o Coton

Priorité 5^o Palmier

Priorité 6^o Viande

En général, le Zaïre n'a ni les moyens, ni les structures, ni les procédures pour mener à bien de grands projets. La mise sur pied d'Offices comme l'ONPV, l'ONACER, l'ONDE* n'a justifié ni les dépenses ni le temps qui leur ont été consacrés. Les programmes aux noms ambitieux comme le PAM, le PNM, le PNR, le PRONAM** ont obtenu un certain nombre de résultats grâce notamment à des appuis extérieurs, mais sont encore loin d'atteindre leurs objectifs.

Quant aux programmes et projets de développement financés par les organismes multilatéraux et bilatéraux de coopération, leurs réalisations matérielles sont souvent valables mais leur enracinement est fragile et ils subissent presque tous des crises graves de sevrage au moment de la cessation de l'intervention extérieure. A quelques exceptions près, ils n'ont que peu de prise sur les grands goulets d'étranglement que sont la détérioration des transports, les mauvaises structures des prix, la hausse du coût des intrants, le divorce entre la population et son administration, la faible motivation du producteur agricole. Au surplus, les agences de développement n'ont pas réussi jusqu'ici à éviter les lenteurs et les lourdeurs bureaucratiques, le manque de coordination, les doubles emplois et la concurrence. Même additionnés, les moyens dont ils disposent sont inférieurs aux besoins mais dépassent souvent la capacité d'absorption et de gestion de l'État, récipiendaire obligé de l'assistance technique publique. Il faut aussi ajouter que certaines formes de cette coopération n'ont pas réussi à rompre avec le passé colonial des pays assistés, ni à se dégager d'un certain paternalisme.

Les programmes et projets financés de l'extérieur sont un élément nécessaire mais insuffisant d'une stratégie de développement global à

* ONPV = Office national des Produits vivriers.

ONACER = Office national des Céréales.

ONDE = Office national du Développement de l'Elevage.

** PAM = Programme alimentaire minimum.

PNM = Programme national maïs.

PRONAM = Programme national manioc.

PNR = Programme national riz.

priorité alimentaire. Pour en tirer le meilleur parti il conviendrait d'améliorer leur coordination, leur continuité et leur suivi et priorité devrait être donnée à ceux d'entre eux qui offrent une garantie de longue durée, comme certaines actions médicales, ou bien qui peuvent être repris et continués par des associations de base (collectivités, villages, groupements *sui generis*, etc.) ou enfin qui s'appuient sur des activités permanentes comme les ONG ou les sociétés privées sérieuses. Ceci dit, on doit reconnaître que le sort de la population zaïroise eût été encore moins enviable sans coopération extérieure.

4.2.3. Le secteur privé

Les grandes entreprises

Le secteur agro-industriel du Zaïre traverse une période difficile. Les séquelles matérielles et psychologiques de la zaïrisation et de la radicalisation se font encore sentir. Le manque de liquidités et de devises gêne les opérations, le personnel étranger est découragé par la lenteur des formalités de transfert de sa rémunération, le personnel zaïrois par la baisse continue de son pouvoir d'achat.

Le manque de devises et parfois de carburants, les déficiences des transports désorganisent les activités. Les investissements nouveaux sont donc rares, réservés en grande partie à des activités non agricoles, parce que plus rapidement amorties.

Il est d'autant plus remarquable de trouver, à l'intérieur du pays, un nombre relativement élevé d'unités agro-industrielles, survivant dans des conditions très dures et constituant pour leur hinterland, sinon des pôles de développement, du moins des îlots d'activité économique et d'appui logistique. Certaines sociétés ont pour vocation principale la production alimentaire : les grands élevages, les plantations de palmier à huile avec leurs huileries, les compagnies sucrières. D'autres produisent des vivres pour le ravitaillement de leur main-d'œuvre ou de leurs usines : la Gécamines (maïs), les brasseries, la Compagnie Sucrière (maïs, soja, manioc, arachides). Les sociétés cotonnières ont un effet indirect positif sur les cultures alimentaires dont le coton constitue la sole de rente. Les sociétés travaillant principalement pour l'exportation (café, hévéa, cacao) ont un effet induit en aidant leur main d'œuvre à établir des cultures vivrières, en ouvrant des marchés où le villageois des environs vient vendre son surplus.

Les sociétés privées installées à l'intérieur peuvent, lorsqu'elles sont actives et bien gérées, servir de points d'appui à des projets de développe-

ment rural. Elles lui fournissent une base logistique, une infrastructure sociale, un marché et des possibilités de traitement pour leurs produits. En outre, elles sont ou pourraient être une pépinière de travailleurs qualifiés, de personnel d'atelier et de bureau, de gestionnaires. Elles peuvent donc constituer des partenaires utiles dans une stratégie de développement. Bien entendu, il ne faut pas oublier qu'elles sont des entreprises à but lucratif, luttant pour survivre. L'appui qui leur sera demandé ne sera pas gratuit et les frontières entre leurs intérêts propres et ceux du programme auquel elles collaboreront ne seront pas toujours étanches. Les conventions de collaboration devront donc être soigneusement équilibrées et leur exécution efficacement contrôlée.

Le renforcement d'un secteur agro-industriel vigoureux et l'encouragement aux investissements à la fois utiles et productifs sont des conditions importantes de la réussite d'une politique de développement rural intégré à priorité alimentaire. Il ne faudrait cependant pas s'attendre à des progrès rapides dans ce domaine. D'une part, la situation du Zaïre et les problèmes économiques mondiaux n'encouragent guère des apporteurs d'argent frais à investir massivement dans des opérations à moyen ou à long terme. D'autre part, le Zaïre n'est pas en mesure aujourd'hui d'orienter les capitaux extérieurs vers des activités ayant un effet d'entraînement positif sur l'ensemble de l'économie. Or, des exemples récents dans d'autres pays ont montré que, si l'insuffisance du secteur privé paralyse le développement, le déséquilibre entre des groupes extérieurs puissants et des interlocuteurs nationaux faibles ou mal organisés mène à l'instabilité, au rejet et au chaos politique.

Dans l'immédiat, priorité devrait être donnée à la relance des unités agro-industrielles subsistantes et à une promotion sélective d'investissements agro-industriels nouveaux, là où se réalisent parallèlement des programmes de formation et de développement rural intégré.

Les planteurs et éleveurs moyens

Entre les «fermiers» dont il sera question plus loin et les grandes entreprises, se situent les plantations de quelques centaines d'hectares qui appartenaient jadis à de petites sociétés ou à des colons et dont la plupart sont aujourd'hui la propriété de Zaïrois, même si les gérants sont encore étrangers. Certaines d'entre elles peuvent aussi servir de points d'appui au développement, mais la modestie de leurs moyens réduit la portée de leurs interventions. Celles-ci se limiteront généralement à l'achat, à la transformation et à l'évacuation de la production des villages environnants.

4.2.4. Les Organisations non gouvernementales (O.N.G.)

Dans certaines régions du Zaïre, les Missions, les Bureaux diocésains, les Centres Protestants de développement communautaire, ont maintenu et amplifié une longue tradition d'activités socio-économiques. De véritables «abbayes» animent ainsi de vastes territoires au Bas-Zaïre, au Bandundu, au Kasai Occidental et Oriental, etc. On peut y ajouter certaines Fondations et A.S.B.L. laïques installées à l'intérieur.

La plupart de ces ONG ont en général une excellente connaissance du milieu, travaillent au ras du sol et jouissent de la confiance des populations rurales. Leur désintéressement est réaliste et sans sensiblerie et leurs méthodes se basent sur le principe du self-help. Le coût de leur personnel est généralement peu élevé. Elles ont bien préparé et réussi leur zaïrisation. Les conflits interconfessionnels d'autrefois paraissent s'être atténués. La faiblesse de certaines ONG réside dans une inexpérience relative en matière économique et commerciale et dans le caractère parfois peu réaliste des désiderata de donateurs bien intentionnés. La majorité des ONG et une partie des sociétés agro-industrielles et d'élevage constituent indiscutablement des points d'appui forts pour une stratégie de développement rural intégré à priorités alimentaires.

4.2.5. Le milieu rural

4.2.5.1. Attitudes et comportements

Les multiples péripeties que le Congo/Zaïre a vécues depuis 1945 ont fortement marqué les attitudes et les comportements des Zaïrois. Confrontées avec un environnement politico-économique qui n'était la plupart du temps ni prévisible, ni maîtrisable, ni même cohérent, les mentalités ont évolué en sens divers et parfois contradictoires : la désagrégation de la société coutumière s'est accompagnée d'un retour en force de certaines pratiques traditionnelles ; l'individualisme urbain ne survit que grâce au renforcement des solidarités familiales et ethniques dans les villes et entre les villes et les campagnes ; d'une région à l'autre, certains chefs traditionnels ont abusé de leur autorité pour s'enrichir personnellement, tandis que d'autres employent cette autorité pour résoudre au mieux les problèmes de leur collectivité ; la critique du système colonial n'empêche pas les autorités de prendre comme objectifs futurs certaines de ses réalisations passées.

En excluant les privilégiés (dont les réflexes sont les mêmes partout), le sous-prolétariat urbain et les communautés rurales autarciques, on peut esquisser les traits caractéristiques des Zaïrois actifs de 1982 :

- Une très grande adaptabilité leur donnant la capacité de survivre dans les conditions les plus difficiles, de tirer parti de toutes les occasions ;
- un réalisme plus ou moins désabusé vis-à-vis des détenteurs du pouvoir et de l'argent et de leurs promesses ; pour susciter leur intérêt et leur participation, il faut qu'un programme soit crédible, fiable et surtout mis à exécution sans délai ;
- un souci très vif de l'avenir de leurs enfants, qui explique l'importance des sacrifices consentis et la demande générale d'une meilleure instruction ;
- l'apparition d'une minorité de progrès dans toutes les strates actives de la population. Celle-ci est encore peu nombreuse, elle manque de moyens, de savoir-faire, parfois d'intégrité, et travaille dans des conditions qui ne favorisent pas une bonne formation professionnelle et gestionnaire. Mais elle est courageuse, ambitieuse et désireuse d'apprendre et de progresser. L'avenir du pays dépend en grande partie de l'évolution positive ou négative de ce groupe porteur du développement.

4.2.5.2. Les notables

Le caractère hétérogène du Zaïre ne permet pas une appréciation globale du pouvoir et de l'efficacité des autorités traditionnelles. Déjà en 1960, il y avait des différences considérables entre les modestes chefs de terres des clans-villages du Bas-Congo et les Bami du Kivu. L'indépendance a entraîné trois types d'évolution différents selon les lieux, les événements et les hommes :

- une accélération de la désagrégation du pouvoir coutumier ;
 - la transformation de certains chefs en «propriétaires terriens», accapareurs et exploiteurs ;
- ou au contraire :
- le renforcement de l'autorité et de la tradition, avec reconstitution d'entités coutumières pratiquement isolées de l'Administration et du Parti et collaborant sélectivement avec certains commerçants.

On ne peut ignorer les autorités traditionnelles dans une stratégie de développement, mais il faut veiller à bien identifier ce qu'elles représentent, l'objet et la portée de leur pouvoir. Entre un Mwami, un chef de petit clan, un chef de terre, un représentant de l'ethnie dominante en région vassale, un chef de chasse, un chef religieux, les différences sont considérables. Aussi, en programmant une action en milieu rural, est-il important de savoir si les notables ont le pouvoir de promouvoir et d'ap-

puyer le changement ou bien seulement de le freiner et de l'empêcher. La politique à suivre variera selon le cas entre une collaboration plus ou moins étroite et une neutralisation plus ou moins coûteuse. Mais, en tout état de cause, une intervention de développement qui ignoreraient les détenteurs, les structures et les procédures du pouvoir coutumier, se heurterait à des obstacles d'autant moins franchissables qu'ils seront moins connus. Il faut aussi noter que certains notables se sont installés dans les villes tout en ayant gardé une grande influence chez eux. Leur rôle est complexe et ambigu et doit être correctement apprécié.

Enfin, des «promoteurs» de plus en plus nombreux acquièrent une influence grandissante en jouant un rôle économique et technique important dans leur milieu d'origine. Ce sont de petits planteurs ou éleveurs, souvent appelés «fermiers». Les uns résident sur place ; d'autres sont des fonctionnaires moyens qui préparent leur retraite et laissent à des parents la gestion journalière de leur exploitation. Ils combinent avec plus ou moins de bonheur des réflexes traditionnels et des réactions d'économie de marché. Plus ouverts que les agriculteurs villageois ils peuvent être bons introduceurs de nouvelles techniques et d'associations précoopératives ou coopératives. Mais ils sont souvent trop ambitieux et trop avides, s'accaparant des terres au détriment de la collectivité et détournent à leur profit une part excessive des moyens disponibles. Un projet travaillant dans une zone où les fermiers sont actifs et relativement nombreux, doit les intégrer dans ses programmes tout en veillant à ne pas favoriser la vassalisation des autres villageois.

4.2.5.3. Les entités naturelles de base

Au niveau local, une stratégie de développement doit s'appuyer de préférence sur des entités naturelles, administratives, géographiques ou sociologiques : les «collectivités», les groupements, les villages, les familles étendues. La «collectivité», point de contact entre les structures administratives et les structures traditionnelles, constitue souvent un point de passage obligé pour introduire les changements, créer ou renforcer l'esprit de responsabilité, d'entraide et de self-help. Toutefois, les collectivités – et plus encore les groupements et les villages – sont avant tout des forces de stabilité et de résistance aux changements non souhaités ou trop rapides. Leur solidarité est surtout défensive, une marque de méfiance ou même d'hostilité envers les autres plutôt qu'un effort positif. Leur méfiance envers l'innovation exogène peut cependant être dissipée sans rupture grave de continuité, en combinant adroitement les effets de la nécessité, de l'intérêt et de la solidarité régionale.

4.2.5.4. Les associations artificielles

Les associations de travail ou de services, qu'elles soient «de jure» (coopératives, mutuelles, syndicats) ou «de facto» (pré-coopératives, groupes informels) ont connu de nombreuses vicissitudes au Zaïre. La plupart des coopératives ont abouti à des échecs plus ou moins coûteux, ou bien ont été «colonisées» par des intérêts extérieurs. La chose est compréhensible : la coopération *n'est pas* une extension naturelle de l'entraide traditionnelle. Elle en diffère même fondamentalement car elle prétend introduire une solidarité acquise d'intérêts à la place de la solidarité naturelle de naissance ou de co-résidence. En fait, elle s'efforce d'établir des structures *exogènes* qui utiliseraient des comportements coutumiers pour des objectifs non coutumiers. Outre cette différence fondamentale, on peut trouver des causes d'échec plus tangibles :

- la complexité de la législation et du fonctionnement des coopératives ;
- le manque de bons gestionnaires ;
- la difficulté des coopérateurs villageois de contrôler effectivement des activités coopératives au-delà d'un «seuil» assez bas de complexité et de technicité ;
- l'absence ou l'insuffisance d'organismes de formation, d'appui et de contrôle ;
- le poids d'intérêts extérieurs, politiques, administratifs ou commerciaux.

Ces échecs ne condamnent pas la formule coopérative mais en limitent l'application à des cas d'espèce particulièrement favorables. Il ne faut pas créer des coopératives de droit pour répondre à une mode idéologique ou pour bénéficier d'une plus grande souplesse de procédures financières, mais seulement lorsqu'elles permettent, mieux que d'autres structures, de réaliser des activités utiles (achats et ventes en groupe, utilisation de machines de conditionnement, transports, etc.). Une construction à deux étages est souvent recommandable, les associations primaires s'ajustant aux groupements naturels tandis que les associations secondaires coordonnent et appuient les précédentes en dépassant les barrières traditionnelles.

4.2.5.5. Les femmes zaïroises

Même dans les sociétés non matriarcales, le rôle de la femme est important au Zaïre, non seulement en tant que mère, ménagère et force de

travail, mais en tant qu'agent économique et gardienne des traditions. Cependant, – à quelques exceptions près – les femmes n'ont pas joué jusqu'ici dans le développement rural le rôle moteur auquel elles pourraient prétendre. Leur sérieux, leur réalisme, leur efficacité tranquille sont sous-utilisés et elles sont sans doute la richesse naturelle la plus négligée en Afrique.

Une stratégie de développement rural à priorité alimentaire, avec ses deux ailes agro-économique et médico-sociale, ne peut se permettre de limiter les femmes zaïroises à leur rôle traditionnel. Elle doit promouvoir leur participation active aux affaires des collectivités et aux associations, la création de groupes féminins pour exercer des responsabilités spécifiques. Chaque programme ou projet devrait prévoir un volet de formation et de promotion féminine, en évitant une rupture conflictuelle avec la tradition qui provoquerait un réflexe de rejet. Dans ce domaine il reste bien des choses à inventer et à mettre en œuvre : la réussite d'un développement intégré est à ce prix.

4.3. Les modalités

4.3.1. L'échelle des interventions

4.3.1.1. Les modes et leurs limites

Comme pour la plupart des problèmes de développement, la dimension et le point d'application des programmes et projets de coopération ont fait l'objet de modes contradictoires, attaquées et défendues avec le même acharnement. L'aide institutionnelle et les grands projets couvrant de vastes régions dans le but d'augmenter massivement la production ont été successivement préconisés et condamnés. Les petits projets au ras du sol ont tantôt été critiqués comme des «îlots de prospérité relative, isolés et rapidement submergés au milieu d'un océan de misère» tantôt exaltés comme le seul moyen de provoquer une évolution positive et durable du milieu rural. En ces matières, la règle devrait être de ne pas avoir de règle mais du bon sens. Aucun projet local n'a d'avenir dans un environnement ruiné et ravagé par l'anarchie ; aucun programme régional ne réussira si sa réalisation sur le terrain est incohérente, incomptente et impopulaire. Bien sûr, des actions isolées au niveau des villages peuvent obtenir certains résultats même en cas de carence grave de l'État. Mais pour qu'elles aboutissent à un développement rural intégré il faut que les grands services de l'État fonctionnent, fût-ce imparfaitement.

4.3.1.2. Les grands programmes

L'appui à apporter aux grandes institutions de l'État, à la machine économique et aux structures d'intervention en cas de crise alimentaire, écologique ou sanitaire grave est indispensable. Il restera soumis aux contraintes et aux pesanteurs multiples d'un pays en développement et ses résultats seront toujours partiels et discutables. Mais cet appui n'en reste pas moins une condition essentielle du succès des interventions locales ou sectorielles.

D'autre part, les grands projets d'infrastructure et d'aménagement peuvent débloquer des potentialités mal utilisées et amorcer un processus cumulatif de développement. Mais il faut alors que l'ensemble du pays approche déjà du point de décollage et soit capable de générer les ressources humaines et financières permettant de tirer parti du déblocage. Dans le cas contraire, on aura créé un monstre dévorant inutilement la plus grande partie de l'aide extérieure et des budgets nationaux de fonctionnement.

4.3.1.3. Les interventions locales

a) Le seuil d'ébranlement

Le système agricole d'un village est un compromis subjectivement optimalisé entre les contraintes écologiques, économiques et administratives, les moyens disponibles, les besoins, les opportunités, les priorités qu'assignent les villageois aux diverses occupations possibles.

Changer le système, substantiellement et rapidement, entraîne des inconvenients divers d'ordre matériel, psychologique et sociologique, sans parler des risques. C'est pourquoi, ce changement ne sera accepté et assumé que s'il dépasse le «seuil d'ébranlement», c'est-à-dire si les avantages ressentis sont suffisamment grands pour contrebalancer les inconvenients pratiques et l'inconfort mental de l'innovation.

Ceci veut dire, en pratique, qu'un projet qui améliorerait de 2 % par an l'alimentation et les revenus de villageois pauvres ne serait que médiocrement stimulant. Il faudrait, soit une augmentation beaucoup plus forte, soit une sécurité beaucoup plus grande, ce qui implique une concentration de moyens qu'il n'est pas possible d'obtenir partout. Des arbitrages difficiles sont dès lors nécessaires, après détermination de la nature, du niveau et de la sensibilité de ces seuils.

b) La dimension critique

Dans chaque cas déterminé, il existe une dimension critique de population, de surface ou de potentiel, au dessous de laquelle une action de développement ne peut avoir de résultat durable et auto-alimenté. Le Zaïre, qui est écologiquement favorisé et dont la densité de population n'est excessive que dans certaines régions, présente une assez grande élasticité sous ce rapport. La pyramide famille – clan – tribu – ethnie permet une grande diversité de méthodes d'approche. C'est ainsi que des entreprises agricoles purement familiales groupées en villages de dimensions modestes atteignent un degré de prospérité appréciable lorsque les conditions d'écoulement de la production et du marché sont faciles : par exemple les paysans dans la périphérie de Kinshasa, à proximité des routes carrossables du Bas-Zaïre et du Bandundu, près des centres miniers.

Dans la perspective du développement rural intégré, il faut qu'une partie raisonnable du revenu ainsi engendré serve à couvrir au moins les frais récurrents d'une infrastructure socio-économique minimale : entretien des routes d'accès au marché, eau potable, dispensaires, enseignement, activités socio-culturelles, énergie, etc.*

En d'autres termes il faut, en excluant les investissements de base, que le *taux de rentabilité socio-économique interne* d'une action de développement rural intégré soit positif. C'est ce critère qui permet de déterminer la dimension critique dans un premier stade.

Cette notion s'applique également à des plantations de rapport travaillant en collaboration avec des activités villageoises périphériques. Dans ce cas, les facteurs de rentabilité globale de la plantation, y compris le coût éventuel de sa réhabilitation, devront intervenir dans l'établissement de la rentabilité socio-économique interne de l'ensemble.

La dimension critique est également importante pour la création d'un circuit économique interne. L'activité économique d'une petite entité ne peut être qu'extravertie, c'est-à-dire qu'elle est dominée par des forces qui sont hors de sa portée. Une entité de taille et de productivité suffisantes

* Un travail multidisciplinaire très utile consisterait à mettre au point des modules d'infrastructures économico-sociales standardisées au maximum mais pouvant être combinés de manière à s'adapter aux multiples facettes du milieu rural zairois. Les modules feraient appel à des technologies simples aux prix les plus bas, basées sur des matériaux locaux. Dans de nombreux cas, il s'agirait d'ailleurs moins de créer du neuf que de remettre en état des infrastructures économico-sociales préexistantes, négligées ou abandonnées et tombées dans un état de délabrement plus ou moins avancé.

voit apparaître une diversification endogène complémentaire des circuits économiques exogènes, facteur d'équilibre, de résistance aux aléas extérieurs et de confiance en soi-même.

c) La durée

L'échec de beaucoup de projets peut être imputé à leur durée trop courte. Trop souvent, les procédures, les règles budgétaires et parfois les routines des organismes de coopération ont imposé des calendriers étroits de 4 à 7 ans, découpés en tranches annuelles artificielles. Or, pour des raisons sociologiques et éco-climatiques, le changement des comportements ruraux et l'effet des améliorations techniques se manifestent et se consolident lentement. Lorsqu'un projet est abandonné trop tôt à lui-même, ou confié prématurément à des autorités locales ou nationales manquant d'efficacité et de moyens, il subit un «choc de sevrage» qui peut annihiler les résultats déjà obtenus. Dans ce cas, bien loin de faire œuvre utile, on aura renforcé le scepticisme et le découragement de la population rurale.

La durée d'une intervention extérieure dans un projet de développement rural intégré ne peut être inférieure à 10 ans, ce qui n'exclut pas – bien au contraire – des révisions, ou même des remises en question, à des intervalles plus rapprochés. En d'autres termes, il faut raisonner en *programmes* plutôt qu'en projets.

Pour que cet allongement des délais n'entraîne pas l'apparition de routines et des micro-colonisations de fait, il importe cependant de renforcer et d'améliorer les efforts de formation et les procédures de transfert du savoir faire et des responsabilités.

Ce transfert ne doit pas se préparer et s'effectuer tout à la fin de l'intervention extérieure, mais bien avant. En fait, une fois terminée la phase d'installation, de reconnaissance et de démarrage, l'équipe en place doit commencer la préparation et la réalisation progressive d'un programme de dégagement, même s'il lui reste dix ans pour l'accomplir.

d) L'effet d'entraînement

Des actions ponctuelles de développement rural peuvent obtenir très vite de bons résultats dans un périmètre relativement limité (ONG, Missions, plantations industrielles, etc.) mais elles ne deviennent pas pour autant des «pôles de développement» créant un espace socio-économique actif. Souvent même, la multiplication d'actions ponctuelles renforcera le système économique quasi-féodal qui prévaut actuellement au Zaïre sans

arriver à le faire évoluer. Une vraie politique d'entraînement doit être basée sur des analyses plus approfondies des marchés à créer, sur des considérations de non-concurrence et de complémentarité des diverses actions de développement rural intégré, ainsi que sur la répartition économiquement efficace et humainement harmonieuse des activités de rapport, des activités de subsistance et des occupations socio-culturelles. L'effet d'entraînement serait atteint plus facilement si les vocations régionales étaient mieux définies en fonction du potentiel écologique d'une part, des coûts de transport d'autre part. Un plan national des besoins alimentaires, intégré dans une politique globale de développement rural, permettrait d'utiliser au mieux ces vocations régionales, étant donné que le terme «plan» ne doit pas être entendu dans un sens bureaucratique, contraignant et irréaliste, mais comme un ensemble de mesures incitantes et dissuasives, équipé de «baromètres» lui permettant d'évoluer en fonction des besoins et des possibilités.

4.3.2. Quelques «recettes» d'intervention

Il faut se donner le temps de connaître la population concernée, ses comportements, ses motivations et ses contraintes, afin d'adapter les techniques et les méthodes à sa capacité d'absorption.

Pour éviter le «choc du sevrage», il est conseillé de s'appuyer sur des structures permanentes, administratives dans certain cas mais le plus souvent non gouvernementales : collectivités locales, ONG, unités agro-industrielles.

Les prérogatives et l'autorité de l'administration doivent être respectées. (mais il ne faut pas dépendre de celle-ci pour des appuis logistiques, techniques ou financiers essentiels : sinon, la moindre défaillance paralysera l'action entreprise).

Il faut déceler au plus vite ceux des besoins ressentis par les villageois qui peuvent être satisfaits rapidement et leur donner la priorité : ainsi on gagnera d'emblée la confiance de la population, ou la motivera et la stimulera.

4.3.3. Les types d'intervention

De ce qui précède, on peut déduire quatre types d'intervention, d'une urgence inégale mais toutes nécessaires à moyen terme.

– Des interventions résultant d'une approche *institutionnelle* : elles ont pour but d'éviter les doubles emplois, de choisir les paramètres de base, d'apprécier l'évolution des programmes et la réalisation de leurs

objectifs. En outre, des «baromètres» devraient se préoccuper par priorité des risques biologiques pour les humains (santé, alimentation) et pour les cultures et les élevages (matériel génétique, contrôle phytosanitaire et vétérinaire). Il est essentiel qu'une «sonnette d'alarme» se déclenche assez tôt pour permettre d'agir à temps.

– Des interventions résultant d'une approche *opérationnelle* et s'attaquant à des problèmes multidisciplinaires concrets tels que le ravitaillement des grands centres et la conservation des sols dans les zones accidentées à forte densité de population.

– Des interventions *sectorielles* répondant à des problèmes spécifiques : par exemple : l'accroissement de la production des matières grasses et des protéines végétales, l'encouragement au petit élevage et à la pisciculture, le problème de plus en plus préoccupant du bois de feu.

– Des interventions de *caractère prospectif* préparant l'évolution nécessaire de l'agriculture extensive zairoise vers une agriculture plus intensive et plus productive.

4.4. Les limites de la coopération

Une coopération extérieure peut stabiliser certains secteurs essentiels, désamorcer des menaces immédiates et, dans les meilleurs cas, amorcer ou accélérer un processus de développement. Mais, le plus souvent, elle s'attaquera aux effets plutôt qu'aux causes. Ces dernières ressortissent à la lucidité et à l'opiniâtreté de la communauté internationale d'une part et, de l'autre, à la détermination et au courage politique de la classe dirigeante zairoise.

Puisse le poids de la nécessité et l'aiguillon de l'inquiétude réussir là où la solidarité et le civisme ont échoué.

5. Propositions d'intervention

5.1. Préambule

Le facteur temps est très important en stratégie alimentaire : il ne suffit pas d'accroître la réceptivité et la productivité paysannes pour empêcher les déficits alimentaires et la destruction de l'environnement ; il faut encore que le nombre de bouches à nourrir n'augmente pas trop vite. Or, les changements d'attitudes et de comportements sont plus lents et généralement plus aléatoires que les changements écologiques et technologiques. Le processus global de développement peut donc être pris de vitesse par l'effet cumulatif de la pression démographique et de la destruction de l'environnement. Lorsque la population double en vingt-cinq ans dans un pays pauvre et désorganisé, le fonctionnement même de la société est menacé par l'explosion urbaine, le chômage et la déstructuration. Lorsque les mécanismes qui intègrent la jeunesse dans la société adulte ne fonctionnent plus, le changement dans la continuité cesse d'être possible et la société devient incapable d'apporter une réponse cohérente aux défis externes et internes : toutes les méthodes d'animation et d'encadrement deviennent alors inefficaces.

En même temps, l'érosion des sols et la destruction de la végétation diminuent la productivité et exigent des investissements de plus en plus considérables pour des résultats de plus en plus aléatoires. Très vite, la déstabilisation du milieu humain et du milieu naturel entraînent des dangers convergents : l'augmentation exponentielle des besoins, l'affaiblissement de la capacité d'agir, la chute du potentiel de production.

Une politique dynamique de développement ne peut donc avoir d'effet durable sans un effort parallèle de modération démographique et – si possible – de redistribution de la population vers des terroirs moins peuplés ou moins fragiles.

Mais nous touchons là à des problèmes très difficiles. Le volontarisme démographique a des implications spirituelles, sociologiques et politiques telles qu'une intervention extérieure, même bien intentionnée,

provoque souvent une réaction de suspicion et de rejet. D'autre part, le déplacement des populations rurales a rarement réussi à grande échelle*.

Les suggestions qui suivent concernent spécifiquement l'accroissement de la production et l'amélioration de l'alimentation, de la santé et du bien-être. Mais il doit être entendu que leur réussite durable postule une prise de conscience de la nécessité de maîtriser l'explosion démographique**. Cette réussite peut également être localement facilitée par des glissements de population judicieusement organisés et considérés comme des soupapes de sécurité dans l'attente des effets du développement.

5.2. Approche institutionnelle

Il est tentant de réagir à des insuffisances opérationnelles en imaginant de nouvelles institutions, qu'on espère être mieux organisées et libérées des pesanteurs anciennes. Mais en cédant à cette tentation, on aboutit le plus souvent à superposer aux vieilles structures des structures tout aussi mal adaptées et qui, de plus, augmenteront la confusion par des conflits de compétences et d'attributions.

C'est pourquoi, il nous paraît préférable de déterminer d'abord ce qui manque aujourd'hui au Zaïre pour élaborer et mettre en œuvre efficacement une stratégie de développement rural intégré et une politique nutritionnelle. Connaissant les besoins et les carences, il deviendra possible d'imaginer le type de structure le plus adéquat. Il incombera ensuite aux autorités zairoises, à ceux qui, au Zaïre et à l'étranger, s'occupent des problèmes nutritionnels et de la production alimentaire et à ceux qui apportent l'assistance, de débattre des institutions et des procédures, de décider qui fera quoi, où et comment, de choisir entre la création d'organismes nouveaux et l'adaptation, le renforcement et la stimulation d'organismes déjà existants.

Il est un fait qu'en Afrique, les problèmes d'alimentation et de nutrition revêtent plus d'acuité que partout ailleurs. La plupart des pays de la région manquent, à tous les niveaux, de personnel qualifié pour

* Si le déplacement est laissé à lui-même, en se contentant de trouver des terres et en ouvrant des voies d'accès, il reproduira en peu de temps le même processus de surpeuplement et de destruction. Si au contraire, il est organisé et encadré, il coûtera très cher pour un résultat bientôt annulé par l'accroissement naturel de la population. Dans certains cas, on peut se demander si les mêmes moyens investis sur place n'auraient pas permis d'intensifier l'agriculture et de créer des emplois non agricoles.

** Cette prise de conscience se manifeste déjà dans d'autres parties du monde.

s'attaquer aux problèmes de la nutrition. Il y a pénurie de planificateurs, de spécialistes de la nutrition et de la technologie alimentaire et, surtout, de spécialistes de disciplines connexes (agriculture, santé, anthropologie, économie et autres sciences sociales) qui aient des notions suffisantes en matière d'alimentation et de nutrition. Dans la très grande majorité des cas, lorsqu'un curriculum existe, il ne permet pas l'approche pluridisciplinaire qui s'impose. La lacune est particulièrement grave dans l'analyse de la politique et des programmes nutritionnels. Il existe donc une demande en matière de formation, de recherche appliquée et de services consultatifs. Ces fonctions peuvent avantageusement être réunies dans la même Institution en tenant compte des problèmes qui se posent dans le pays. De plus, les possibilités de coopération entre pays en développement dans ces domaines pourraient être accrues et l'accent pourrait donc être mis sur les institutions capables d'aider d'autres pays. Des commentaires à ce sujet ont été fournis par le Sous-Comité de la Nutrition du Comité Administratif de Coordination des Nations Unies et ce qui est vrai pour l'ensemble de l'Afrique Noire est vrai également pour le Zaïre.

Il n'existe pas pour le Zaïre d'évaluation globale de la situation nutritionnelle et alimentaire, mais seulement quelques indications, souvent incomplètes sur la plupart des villes et certaines régions rurales. Les données sont fragmentaires parce que d'une part, elles ont été recueillies pendant un temps limité (elles sont donc statiques et non dynamiques) et que d'autre part, elles ne concernent qu'une facette du problème (p. ex. le domaine médical, la production vivrière, etc.). Pourtant, une stratégie alimentaire ne peut être élaborée que si l'on connaît avec une précision, même relative, la dynamique de la situation nutritionnelle. Il est donc indispensable d'avoir un mécanisme qui pourrait fournir les données essentielles, ce qui actuellement n'existe que très partiellement. Il est démontré que, si dans le milieu rural zaïrois, l'état nutritionnel des populations dépend en grande partie de l'apport alimentaire, de la régularité de l'approvisionnement, de sa quantité et de sa qualité, le rôle que joue l'environnement (hygiène du milieu) est également primordial. Le secteur médical a dans ce contexte un rôle majeur. De même, les grands programmes internationaux soutenus par les Nations Unies (UNICEF, OMS, FAO) doivent être encouragés et tout projet ou toute action nouvelle doit s'harmoniser avec les grands programmes en cours : PEV (programme élargi de vaccination), eau potable, lutte contre les maladies diarrhéiques, PMI (protection maternelle et infantile). Ce qui renforce encore le besoin de coordination.

Notons que l'État zaïrois a créé, auprès de plusieurs Commissariats d'État, une série d'organismes qui ont les problèmes nutritionnels et alimentaires dans leurs attributions. Les organismes traitant de ces problèmes sont les suivants :

- a) Auprès du Commissariat d'État à la Santé, le *CEPLANUT* (Centre national de Planification et de Nutrition Humaine au Zaïre) dont les objectifs sont les suivants :
 - 1^o) L'harmonisation et la coordination entre les Départements et les Organismes intéressés à la solution des problèmes de nutrition.
 - 2^o) La programmation des activités nutritionnelles, la révalorisation des aliments locaux, la réhabilitation des *malnourris* par les interventions spécifiques et le contrôle permanent de la situation nutritionnelle du pays.
 - 3^o) La centralisation et l'organisation de la circulation de l'information en matière de nutrition.
 - 4^o) Le contrôle de la réhabilitation des activités nutritionnelles programmées.
 - 5^o) L'émission des avis et formulation des propositions dans le domaine nutritionnel pour le compte du Conseil Exécutif.
 - 6^o) La réalisation des études relatives à la nutrition et le traitement des données diverses et autres questions nutritionnelles qui n'entrent pas dans la sphère des activités des autres services du Département de la Santé ainsi que la formation.
- b) Le Commissariat d'État à l'Agriculture et au Développement Rural, notamment au travers des stations de l'*INERA* encore en activité.
- c) Le Commissariat au Plan où existe un projet sur la population et les ressources humaines (Financé par le Fonds des Nations Unies pour les Activités de Population). Ce projet serait basé sur les données dans le domaine nutritionnel et alimentaire obtenues par le *CEPLANUT* et d'autres organisations officielles et privées, tels le Comité Anti-Bwaki* à Bukavu.
- d) Le Commissariat d'État à la Recherche scientifique qui est actuellement en restructuration, si bien que ce qui fait partie du présent paragraphe sera peut-être sujet à révision
- e) L'I.R.S. (Institut de Recherche Scientifique au Zaïre, ex-IRSAC) où, en collaboration avec des équipes belges, l'un des sujets de préoccupation est le domaine nutritionnel. L'IRS dispose de trois

* Bwaki : Expression locale de la malnutrition.

centres au Kivu, à Lwiro, pour les zones de montagne ; en Ubangi, à Gemena, pour le problème du goître et du crétinisme endémique ; et finalement à Lubumbashi, pour la préparation des aliments locaux destinés à une utilisation commerciale.

- f) Les Universités et Instituts supérieurs, notamment l'Institut Supérieur des Techniques Médicales (ISTM), où existe un cycle de formation de nutritionnistes.
- g) Il faut insister sur le fait qu'en raison des difficultés et de l'ampleur des problèmes économiques, la responsabilité des programmes sanitaires et nutritionnels est progressivement passée au Zaïre du secteur public aux organisations bénévoles du secteur privé, principalement à l'intérieur du pays. Ces organisations bénévoles sont surtout, mais pas toujours, les missions religieuses.
- h) Les structures des Nations Unies représentées au Zaïre soutiennent plusieurs projets dans le domaine alimentaire et nutritionnel : la FAO, l'OMS et l'UNICEF, notamment, mais l'accent est surtout porté sur des actions directes et beaucoup moins, si pas du tout, sur la recherche et la formation. Également, certaines coopérations bilatérales appuient des institutions zaïroises : notamment l'USAID auprès du Commissariat d'État à l'Agriculture et du CEPLANUT.

On voit donc que le Zaïre s'est donné un certain nombre d'institutions et de mécanismes qui se chevauchent parfois et s'ignorent souvent, destinés en principe à mettre en œuvre une stratégie de développement à composante alimentaire et nutritionnelle. Mais il ne dispose pas d'un appareil lui permettant de concevoir, coordonner, évaluer et ajuster une politique interdisciplinaire volontariste et cohérente.

Un tel appareil devrait être capable d'assumer un certain nombre de tâches qui, aujourd'hui, ne sont pas ou sont mal remplies :

Une réflexion inter-institutionnelle et inter-sectorielle, visant d'une part à adapter les objectifs, les méthodes et les moyens à une conjoncture et un environnement changeants et, d'autre part, à éviter les conflits d'attribution, de méthodologie et d'intérêts ou à faciliter la solution ;

Une mise à jour permanente des derniers acquis scientifiques et techniques en matière de développement rural intégré et de sciences nutritionnelles et leur confrontation avec les projets programmés ;

Une collecte, une analyse scientifiquement correcte et une appréhension réaliste des paramètres de base et des données environnementales ;

Une mobilisation d'équipes multidisciplinaires pour intervenir en cas de crise alimentaire ou écologique imminente.

Ces activités se répartissent en deux fonctions exigeant deux types différents d'organisation :

a) Une fonction de réflexion et d'harmonisation

Il faut qu'existe à Kinshasa un lieu de rencontre où les problèmes posés par la multiplicité des besoins et des interventions en matière rurale et nutritionnelle puissent être formulés, débattus, clarifiés, et, si possible, résolus. Le lieu de rencontre sera en même temps un lieu d'échange et de réflexion, afin de maintenir la cohérence des objectifs à long terme, tout en les adaptant à l'évolution des techniques et de la conjoncture. La fonction de réflexion et d'harmonisation pourrait s'exercer au sein d'un «club» (ou d'une commission) groupant les meilleurs experts zaïrois et étrangers, où auraient lieu des consultations et des discussions sur les problèmes nutritionnels, alimentaires et de développement rural.

Ce «club» constituerait un cadre nouveau et institutionnellement neutre pour une coordination permanente entre les organismes zaïrois, les coopérations bilatérales et multilatérales et les organisations non gouvernementales à vocation économique ou sociale. Il faciliterait l'intégration de la politique de développement par une meilleure harmonisation des idées, des méthodes et des moyens. La continuité indispensable serait assurée par un secrétariat permanent.

b) Une fonction d'information, de mobilisation, d'évaluation et de formation

Sous la direction d'un secrétariat général doté des moyens logistiques et techniques nécessaires, trois «outils» devraient être mis en place pour gérer l'interdépendance :

1^o Un «baromètre-indicateur», chargé d'établir un programme de collecte des données standardisées sur la situation démographique, alimentaire et nutritionnelle du Zaïre ainsi que d'informations et de statistiques sur les facteurs éco-climatiques démographiques et socio-économiques qui y sont associés. La collecte serait effectuée par des équipes régionales bien formées et équipées. Le secrétariat général disposerait ainsi d'un tableau de bord fiable. On veillerait tout spécialement à mettre en place des procédures permettant de détecter et diagnostiquer des menaces graves et imminentes en matière sanitaire (épidémies), phyto-sanitaire, vétérinaire et écologique et ensuite d'alerter et de mobiliser les moyens d'intervention disponibles dans les institutions et organismes du Zaïre.

2^o Un outil de *contrôle et d'évaluation* qui serait destiné à :

– à assurer une synergie efficace entre les responsables de la planification, de la programmation et de l'exécution de programmes et de projets de développement rural intégré à priorités alimentaires et nutritionnelles (il faudrait veiller plus particulièrement à mettre en concordance les objectifs alimentaires avec les données nutritionnelles et sociologiques) ;

– à évaluer les résultats obtenus, plus particulièrement en matière : de motivation et d'encadrement du milieu rural, de création, adaptation, multiplication et diffusion de matériel de plantation et reproduction, de protection phytosanitaire et vétérinaire, de conservation du sol et de la végétation, d'équipement du milieu rural en énergies renouvelables.

3^o Un outil de *formation*

La mise en œuvre de la stratégie alimentaire postule un effort de formation systématique du personnel nécessaire pour la programmation, l'exécution, la supervision et l'évaluation de projets nutritionnels et alimentaires. La coordination des programmes de formation en cours, l'élargissement de ceux-ci, une meilleure intégration de la composante «formation» dans les réalisations de terrain, méritent un effort tout particulier. On pourrait notamment, dans le cadre d'une coopération belgo-zairoise, imaginer un jumelage avec des institutions belges (Universités, Facultés, Instituts) qui appuyeraient les programmes de formation et les activités connexes énumérées ici. Ce jumelage permettrait le travail en équipe «autochtones-étrangers», une formation et des recherches appliquées sur le terrain et, d'autre part, l'envoi de Zaïrois pour une formation spécialisée dans les départements des institutions belges englobées dans le projet. Une supervision adéquate, par des personnalités qualifiées dans les différents secteurs, serait certainement une garantie de succès, par les rétroactions qu'elle entraînerait.

Conclusions

Le fonctionnement du «club», organe de réflexion et sa liaison avec les outils de gestion et d'évaluation pose assurément des problèmes délicats dans le contexte politico-administratif zaïrois. Pour qui connaît les pesanteurs de la démarche administrative même dans les pays les mieux organisés, la difficulté d'établir et surtout d'utiliser les passerelles inter-institutionnelles et inter-disciplinaires, la neutralisation mutuelle des intelligences et des bonnes volontés par l'effet des solidarités corporatives et des intérêts personnels, ces problèmes pourraient paraître insolubles. En fait, le développement administratif intégré devrait précéder le développe-

ment rural intégré ... Il n'appartient pas à l'Académie de situer le «club», et le Secrétariat général dans l'organigramme complexe et fluctuant de l'administration zaïroise et pas davantage d'en proposer l'organisation et les procédures. Trois recommandations nous paraissent cependant importantes :

La volonté politique étant une condition essentielle de succès, les propositions institutionnelles ci-dessus devront impérativement être appuyées par des dirigeants zaïrois convaincus de leur bien-fondé et de leur importance politique ;

Le «club» et le Secrétariat général devront se situer à un niveau élevé de l'organisation administrative zaïroise, afin que les organismes participants puissent y envoyer sans déroger des délégués réellement représentatifs et ayant pouvoir de décision ;

Les travaux du «club» devront être menés d'une manière aussi informelle que possible, et procéder par persuasion et consensus plutôt que par des directives administratives.

**

5.3. Approche opérationnelle

Il ne suffit pas de déceler et de diagnostiquer les crises, de planifier et d'évaluer, d'informer et de former. Il faut encore s'attaquer concrètement à des problèmes immédiats qu'ils soient à échelle nationale ou locale et leur apporter des solutions appropriées aux techniques, au savoir faire et aux ressources dont on dispose : en un mot, agir dans et sur le présent pour qu'il y ait un avenir et sans cesser de songer à celui-ci.

Les problèmes prioritaires se situent au niveau national d'une part, au niveau régional ou local d'autre part.

5.3.1. Au niveau national

5.3.1.1. Les faiblesses de la politique économique et financière du pays et l'insuffisance de son administration

Nous avons déjà parlé de ce problème qui échappe à toute intervention directe et doit être considéré comme une contrainte sérieuse d'environnement, pouvant être atténuée mais pas supprimée, du moins dans un avenir prévisible.

5.3.1.2. L'insuffisance de la recherche agronomique et zootechnique appliquée

Notamment dans deux domaines essentiels :

- la création ou l'introduction, l'adaptation, la multiplication et la diffusion de matériel de plantation et de reproduction ;
- la protection phytosanitaire et vétérinaire des cultures et des élevages.

Ce qui se fait aujourd'hui est inadéquat ou, en tout cas, insuffisamment coordonné avec les activités nutritionnelles et la politique de développement. Une mission visant à réactiver la recherche agronomique appliquée a été organisée par l'A.G.C.D. en octobre-novembre 1981. Elle a donné lieu à un rapport dont nous donnons les grandes lignes car elles nous paraissent convergentes avec les principes stratégiques énumérés ici.

Le rapport est basé sur deux principes de base :

- La situation actuelle ne permet pas d'envisager une relance de l'ensemble de l'INERA et exclut toute tentative de rétablissement de Yangambi dans sa gloire passée ;
- La recherche agronomique et zootechnique appliquée n'a de sens et d'utilité que si ses résultats peuvent être diffusés, adaptés et mis en pratique.

La mission a donc proposé un chenal opérationnel composé de trois biefs communicants :

- Un bief d'amont assurant le maintien, l'introduction ou la sélection éventuelle de matériel génétique, la recherche appliquée, les adaptations locales, les premières multiplications ;
- Un bief moyen effectuant la grande multiplication et la diffusion du matériel amélioré ;
- Un bief d'aval s'occupant de la production végétale et animale dans le cadre d'un développement rural intégré.

Brief d'amont :

Si priorité est accordée à la stratégie alimentaire, les stations de recherche se trouvant en tête du brief pourraient être :

- pour le ravitaillement de Kinshasa : Mvuazi ;
- pour le ravitaillement de la zone minière du Shaba : Gandajika et Kaniama ;
- pour les zones de montagne à population dense : Mulungu et Nioka, auxquelles s'ajouteraient Lwiro pour la recherche nutritionnelle.

La station de Bongabo a une vocation de cultures pérennes. Les autres stations joueront le rôle de stations d'adaptation locale pour les plantes vivrières en attendant des jours meilleurs. Le centre de Yangambi pourrait être transformé en «centre de profit» par la réhabilitation des anciennes plantations et servir de base pour la sélection ou l'introduction de riz pluvial.

Brief moyen :

La moyenne multiplication s'effectuera dans les Stations d'Adaptation locale, qui devraient également se préoccuper de la protection des cultures et du bétail depuis la détection jusqu'à l'équipement et la supervision des équipes d'intervention. Un problème particulièrement préoccupant semble être l'extension des maladies et attaques ravageant le manioc dans les zones de ravitaillement des grands centres urbains.

Brief d'aval :

Le brief aval se situerait pour commencer dans les régions prioritaires telles qu'elles sont suggérées ci-après en 5.3.2.

5.3.2. Au niveau régional

5.3.2.1. Le ravitaillement des zones urbanisées, industrielles et minières

Les problèmes les plus critiques par leur urgence et leur ampleur se posent dans deux «secteurs» :

- Le secteur du Zaïre Occidental, de Kinshasa à Boma/Muanda dont la population urbaine était estimée en 1980 à plus de 2 600 000 habitants et pourrait atteindre aujourd'hui entre 3 et 4 millions ;
- Le secteur du Shaba-Kasai : plus de 2 200 000 en 1980, entre 2,5 et 3 millions aujourd'hui.

La plus grande partie de la population urbaine y réside et le rapport population urbaine/population non urbaine y est le plus élevé du Zaïre.

Les conditions écoclimatiques y sont en moyenne moins favorables que dans le centre et l'Est du Zaïre (sauf au Kasai Oriental et dans les grandes vallées du Bas-Zaïre et du Shaba).

Leur importance économique et politique est déterminante pour l'avenir du pays.

Les zones rurales et notamment les zones montagneuses connaissent elles aussi des difficultés croissantes, mais nous estimons que priorité

devra être donnée aux deux «secteurs» précités, cela pour les raisons suivantes :

Il n'appartient pas à l'Académie de proposer un plan d'action pour chacun des deux secteurs prioritaires, mais il est possible de déterminer des grands axes d'intervention.

a) *Motiver le producteur et son encadrement :*

Cette motivation dépend de plusieurs facteurs :

- physiques (malnutrition des jeunes enfants et des femmes, dégradation de l'appareil médico-sanitaire, mauvaises conditions d'hygiène, médiocre qualité de l'eau) ;
- économiques (mévente ou prix non rémunérateurs de la production commercialisable, manque ou prix excessif de biens d'équipement et de consommation) ;
- sociaux (mauvais fonctionnement des services de l'État : santé, enseignement, déplacements, communications) ;
- culturels (isolement culturel des cadres et des jeunes ruraux après scolarisation) ;
- socio-politiques (relations peu satisfaisantes entre l'administration et la population).

Les actions à mener comprendraient notamment :

- l'amélioration des transports pour la collecte de la production et l'acheminement vers les lieux de consommation .
- une meilleure organisation de la commercialisation par le rétablissement de circuits commerciaux adéquats, une politique des prix réalistes, l'approvisionnement des zones vivrières en biens de consommation, un appui aux commerçants régionaux respectant des conventions de «bonne pratique commerciale» ;
- une politique de stockages régulateurs échappant à la spéculation ;
- le rétablissement d'une certaine infrastructure médico-sociale dans les zones de grande production vivrière ;
- un début d'équipement culturel (bibliothèques itinérantes, locaux de réunion, mise à disposition de revues techniques et générales, causeries, etc.).

b) Accroître la productivité des ruraux :

- par la fourniture de semences, de boutures et de géniteurs sains et ayant un rapport optimum productivité/rusticité ;
- par la constitution de brigades phytosanitaires et vétérinaires de détection et d'intervention ;
- par la mise à disposition, à des prix modérés, d'outils et d'équipements solides ;
- par un encadrement bien entraîné, dirigé, équipé et motivé ;
- par l'amélioration qualitative de la production (pisciculture, petit élevage, légumineuses traditionnelles, plantes oléifères) ;
- par un système réaliste de crédits de campagne et à moyen terme.

c) Stimuler l'esprit d'initiative, d'entraide et d'association des producteurs :

Il s'agit en fait de réanimer ou de faire naître des «relais» représentatifs dans la société rurale, dotés de capacités opérationnelles et financières. Pour ce faire il faudra renoncer aux formules stéréotypées et aux décalques de formules étrangères, éviter les structures imposées par voie administrative, favoriser au maximum l'esprit de self-help, l'auto-gestion, un certain auto-financement, une garantie mutuelle en matière de crédit. En cette matière, l'aide extérieure doit agir par induction plutôt que par poussée. L'action féminine devrait être particulièrement encouragée.

d) Ruraliser les mégapoles :

Plutôt que d'essayer sans succès de renvoyer une partie des citadins à l'intérieur, nous suggérons de tenter de faire éclater les grandes villes en créant ou aménageant des agglomérations semi-rurales dans un rayon d'une cinquantaine de kilomètres. La population serait composée en partie de navetteurs (avec des facilités adéquates de transport) et en partie d'horticulteurs, maraîchers, éleveurs, producteurs de bois de chauffage, etc. Pour éviter des dépenses excessives d'infrastructure, certaines de ces agglomérations (en commençant par les plus petites) pourraient être choisies comme unités pilotes pour une politique d'autonomie énergétique (voir ci-après).

e) Aider le petit élevage et la pisciculture villageoises :

Le déficit en protéines animales ne sera pas résorbé de sitôt. Les grands élevages devront donc être soutenus au même titre que les grandes plantations. L'infrastructure vétérinaire devra être rétablie par priorité là où le gros élevage est traditionnellement pratiqué et dans les zones où se

sont installés de nombreux éleveurs moyens. Mais ce sont le petit élevage et la pisciculture qui mériteraient de retenir une attention prioritaire dans les grandes banlieues, les zones d'approvisionnement des centres et les régions souffrant d'un déficit grave en protéines animales. Les expériences antérieures ont cependant été souvent décevantes : il faudra en préciser les raisons et en tenir compte.

f) *Protéger l'environnement :*

Des mesures techniquement complexes ou trop contraignantes seraient inopérantes. Il conviendrait de se limiter pour le moment à des méthodes simples et dont le rapport résultat visible/inconvénients immédiats serait aussi élevé que possible : feux de brousse précoce, protection des lisières forestières, remise en vigueur de l'occupation alternative du terrain, séparation des champs en forêt par des bandes non défrichées. Ce programme est copieux et ne pourrait être appliqué directement sur une grande échelle. Il devrait être mis au point dans des zones relativement réduites (des collectivités ou groupes de collectivités), et ensuite diffusé de proche en proche. Un principe à respecter absolument serait de se limiter à des méthodes et des procédures qui puissent être assumées rapidement par les producteurs ruraux et leur encadrement, et devenir dès que possible auto-gérées et auto-financées, fût-ce partiellement.

5.3.2.2. Défense et restauration des sols dans les zones montagneuses à population dense

Il s'agit principalement des zones du Haut-Kivu, du Haut-Ituri et du Mayumbe.

Dès avant l'indépendance il s'y présentait des problèmes de dégradation difficilement contrôlés, malgré des moyens considérables, des stations de recherche actives et une administration efficace. La situation s'est fortement aggravée depuis 20 ans.

Dans tout ce qui touche à l'écologie, le facteur humain a une importance prépondérante :

- une forte pression démographique conduit à la suppression de la jachère et à l'emblavement de fortes pentes ;
- la motivation est généralement insuffisante, sauf dans les groupements pratiquant des méthodes traditionnelles de conservation : une lutte antiérosive efficace exige en effet un aménagement substantiel du paysage et un lourd investissement en travail, dont les résultats n'appa-

raissent qu'à long terme et ce souvent sous une forme négative (arrêt ou ralentissement du processus de dégradation). Comme ce processus est exponentiel, la phase où les dégâts deviennent évidents sans être encore irrémédiables est très courte et la réaction des cultivateurs •est généralement trop faible et trop tardive : dans ces conditions, l'animation classique est impuissante, faute d'arguments suffisamment convaincants. D'autre part, une mobilisation volontariste de la population pendant une période prolongée et sans rémunération adéquate paraît difficilement réalisable en Afrique et plus spécifiquement au Zaïre. De toute manière, il ne suffit pas de mettre en place un dispositif de conservation, il faut l'entretenir et y adapter le système agricole.

Force est donc d'admettre que nous sommes pour le moment mal armés pour agir, sauf dans les groupements qui ont continué à entretenir et utiliser les réalisations anti-érosives de l'époque coloniale. Par conséquent une phase d'enquête préalable s'imposera dans le Mayumbe et l'Est zaïrois. Le Mayumbe est largement intégré dans une économie de marché favorisée par la proximité des trois ports maritimes zaïrois et d'une population urbaine de plus de 300 000 âmes. Le déboisement et l'appauvrissement des collines boisées par les cultures annuelles vivrières et notamment le riz y a pris des proportions alarmantes. Il conviendrait donc de rechercher :

– Un revenu de remplacement pour les cultivateurs, de manière à limiter les cultures vivrières aux stricts besoins de subsistance villageoise (il s'agirait principalement de cultures pluriannuelles d'exportation, de fruits et de légumes destinés aux agglomérations de Matadi, Inga, Boma, Muanda, Lukula et Tshela) ;

Des vivres de remplacement pour ces agglomérations. Ces vivres devront venir en grande partie de l'Ouest de la Sous-Région de Mbanza-Ngungu, notamment de la Luala, et très partiellement du Bas Fleuve ;

– Des activités de remplacement pour l'excédent de population rurale. Ces emplois pourraient notamment être fournis par le programme d'extension des cultures pérennes et maraîchères et aussi par une politique d'enrichissements forestiers dans ce qui reste des réserves forestières du Bas Mayumbe.

L'urgence est encore plus grande dans l'Est du Zaïre et notamment dans le Kivu montagneux où les pression démographique est aggravée par l'insuffisance d'occupations alternatives. Le problème est heureusement

mieux connu, car les attitudes et les comportements de la population y ont déjà été étudiés, ainsi que son état nutritionnel et ses besoins alimentaires. Il est donc d'ores et déjà possible d'y esquisser une politique de défense et de restauration des sols, accompagnée d'une intensification des méthodes culturelles et de glissements sélectifs de population. Il reste à évaluer les modalités et le coût d'un tel programme, qui pourrait démarrer autour de l'axe Mulungu-Lwiro. Un travail similaire est à envisager dans le haut Ituri, en s'appuyant sur la station de Nioka.

5.4. Approche sectorielle

Sous cette rubrique nous groupons des interventions concernant des problèmes spécifiques sans localisation pré-déterminée. Il s'agit premièrement de la crise des oléagineux, principalement des produits de l'Elaeis, et en second lieu des besoins en bois de chauffage et en charbon de bois.

5.4.1. La crise des oléagineux

Le Zaïre était, en 1960, un des grands exportateurs mondiaux de produits de l'Elaeis. Pour des raisons qu'il est inutile de rappeler ici, sa production annuelle recensée est tombée de 373 000 t d'huile en 1959 à 140 000 t en 1979*. L'exportation s'est presque tarie et l'approvisionnement des populations urbaines, des margarineries et des savonneries est devenu irrégulier et périodiquement insuffisant. De plus, le prix de vente aux consommateurs dépasse de plus en plus le pouvoir d'achat de la majorité. Plusieurs plans «oléagineux» ont été lancés au Zaïre avec l'aide internationale. Le secteur privé a également effectué certains investissements. Des planteurs zaïrois ont établi des palmeraies de dimension moyenne. Mais il ne s'agit encore que de palliatifs et – la pression démographique aidant – la partie pauvre de la population commence à manquer sérieusement de matières grasses dans les villes.

Plutôt que de recommencer à élaborer un vaste programme qui n'aurait guère de chances de quitter les armoires dans un avenir prévisible, nous recommandons de fixer les grandes orientations d'une politique de l'Elaeis, qui serait ensuite appliquée au coup par coup, en fonction des besoins et des possibilités. Il faut noter ici que la sélection de l'Elaeis, qui fut un des fleurons de l'INEAC, est aujourd'hui en veilleuse, sauf dans certaines grandes sociétés et que c'est à celles-ci (ou à des centres grainiers

* Huile de palme, huile de palmiste et tourteaux d'amande palmiste.

étrangers) qu'il faudra s'adresser d'urgence pour renouveler le matériel de plantation. Nous suggérons quatre grandes orientations :

– un effort énergique en matière de production de graines de qualité ;

– un appui aux grandes sociétés qui décideraient de replanter, voire d'étendre, leurs plantations et qui s'engageraient en outre à assister les planteurs zairois établissant des unités de petite ou moyenne dimension dans la zone de collecte de leurs huileries (cette formule, dite du «nucleus estate» est employée avec succès en Asie au Sud-Est et a déjà été appliquée au Zaïre) ;

– un appui aux petits et moyens planteurs zairois : fourniture de plants prêts à planter, crédit agricole, encadrement, pistes de collecte, organisation de débouchés. Dans certaines régions isolées, des installations simples pourraient être fournies pour produire une huile artisanale particulièrement appréciée par les consommateurs.

– un appui aux exploitants des palmeraies dite «naturelles» (en réalité subsponzaines). Dans certaines régions écologiquement marginales pour le palmier comme le Kwango-Kwelu, le Mayumbe et le Kasaï Occidental, ces palmeraies ont fait vivre des milliers de coupeurs et fourni une production importante d'huile et de palmistes. Étant donné leur faible productivité, le mauvais état des routes d'accès, la fermeture de beaucoup de petites huileries, le revenu des coupeurs est devenu trop faible pour intéresser les jeunes. Il est exclu d'augmenter massivement le prix d'achat des régimes, car le prix de l'huile deviendrait prohibitif pour la masse des consommateurs. Mais on pourrait rendre la profession de coupeur indépendant plus attrayante :

- en aménageant les meilleures palmeraies par éclaircissement, amélioration des voies d'accès et de pénétration, protection contre le feu ;
- en faisant bénéficier les bons coupeurs professionnels de services sociaux adéquats et leur accorder une aide prioritaire pour des activités complémentaires telles que l'élevage.

**

La priorité donnée à l'*Elaeis*, pour des raisons de productivité et de valeur nutritive, n'enlève rien à l'intérêt des cultures oléagineuses annuelles (arachides, soja, sesame, etc.). Nous pensons qu'il n'est pas possible actuellement de mettre en œuvre un programme global, mais qu'un effort ponctuel est indispensable dans les zones de ravitaillement des

grands centres et les régions d'altitude à population dense. Cet effort serait jumelé avec celui qui serait consenti pour les légumineuses riches en protéines, notamment les légumineuses locales, trop négligées jusqu'ici.

5.4.2. Le bois de feu

L'accroissement rapide de la population globale et surtout urbaine du Zaïre a entraîné une augmentation considérable des besoins en bois de chauffage et charbon de bois et provoqué la destruction des forêts et le déboisement des savanes dans les zones d'approvisionnement des grands centres : il suffit de parcourir les environs de Boma et de Kinshasa, pour s'en rendre compte. L'exploitation est anarchique et les méthodes rudimentaires de carbonisation aboutissent à un gaspillage important de combustible. De ce fait, les citadins sont obligés, soit de payer un prix exorbitant pour leur combustible, soit de parcourir plusieurs dizaines de kilomètres pour ramener un fagot, soit enfin de renoncer à l'eau chaude et aux plats mijotés de la cuisine traditionnelle.

D'autre part, les conséquences écologiques du déboisement commencent à se faire sentir et s'aggraveront de manière exponentielle au cours des prochaines années. Encore une fois, la situation actuelle du Zaïre ne permet pas de lancer un «plan combustible» dans un avenir immédiat : les actions à mener devraient se concentrer dans les zones les plus menacées (autour des grands centres) et les plus démunies (zones montagneuses à population dense).

Au départ, il faudrait privilégier des projets simples et faciles à exécuter et à gérer : rotation des coupes sous surveillance de gardes forestiers encadrés et régulièrement payés, encouragement à la plantation de bosquets de case, de reboisements autour des hameaux et des villages. Dans certains cas (besoins importants, terres disponibles) il faudra envisager d'établir des reboisements de plusieurs milliers d'hectares, par exemple sur le plateau des Bateke (à l'Est de Kinshasa), avec assistance à des «charbonniers» professionnels équipés d'installations à bon rendement.

Le Département de l'Environnement effectue actuellement des essais et réalise des plantations pilotes avec des essences à croissance rapide. Ces efforts méritent d'être soutenus techniquement et financièrement.

5.5. Approche prospective

Les difficultés actuelles du Zaïre ne doivent pas faire oublier le potentiel considérable de ce pays et la place qu'il occupera un jour dans un

monde dont les besoins en nourriture et en matières premières végétales continueront à croître. L'Afrique centrale, de l'Atlantique aux Grands Lacs, est un des greniers potentiels de l'humanité. Le Zaïre y occupe une place privilégiée par un rapport population/terres arables généralement favorable, par une pluviosité satisfaisante et par une combinaison heureuse de ressources minérales, hydro-électriques et forestières. Quelles que soient la durée et la gravité des crises d'organisation et de croissance qu'il aura à traverser, il a un très grand avenir devant lui. Toute stratégie de développement rural à priorités alimentaires doit tenir compte de ce potentiel et amorcer la préparation de cet avenir, même si les vicissitudes du présent exigent une attention prioritaire.

Voici quelles nous paraissent être les lignes de force de cet avenir.

5.5.1. L'intensification

L'urbanisation ne s'arrêtera pas : tout au plus, son rythme s'apaisera quelque peu. Le rapport consommateurs/producteurs continuera à s'élever. Le problème de l'intensification, de la mécanisation et localement de la motorisation se posera donc à plus ou moins longue échéance dans les zones de ravitaillement des grands centres, moins peut-être sous la forme de grands ensembles entièrement mécanisés comme Kaniama-Kasese et les projets CEPSE, que par la création de bases techniques et logistiques d'appui, encadrant les cultivateurs et exécutant à façon certains travaux agricoles*. Il faut donc maintenir un ou deux ensembles de ce type, afin de disposer d'une technique, d'une méthodologie et d'un personnel d'encadrement, le jour où il faudra créer plusieurs centres agricoles de forte productivité. En outre, des projets ponctuels continueront à introduire ou améliorer la traction bovine, là où elle rencontre des conditions favorables.

5.5.2. Les grandes plantations de cultures pluriannuelles

Elles devront être progressivement renouvelées, étendues et modernisées, pour répondre aux besoins de l'agro-industrie zaïroise et accroître les recettes d'exportation. Aujourd'hui, le pays accuse un retard de productivité important sur des pays comme la Côte d'Ivoire, le Cameroun, la Malaisie et d'autres. Ce retard doit être résorbé pour que le pays puisse reprendre une place concurrentielle sur les marchés mondiaux. Le secteur

* Cf. l'expérience du Groupe d'Économie rurale dans le Bas-Zaïre, celle de la Cotonco dans le Kasai et le Nord-Shaba, etc.

privé étant le meilleur outil en la matière, il doit être encouragé, soutenu, mais aussi intégré dans la stratégie globale du pays.

5.5.3. Les classes moyennes rurales

Une classe moyenne agricole, pastorale et agro-industrielle zaïroise est apparue dès avant l'indépendance et continue à s'étendre en dépit des difficultés de l'heure : fermiers, éleveurs, planteurs, commerçants, usiniers. Cette classe doit être à la fois le levain de la masse rurale et un contrepoids nécessaire à la puissance de l'État et des grandes sociétés. Cette classe moyenne a besoin d'équipement, d'infrastructures, de crédit agricole et industriel, d'appui technique, de formation et de conseils de gestion. Les PME rurales des zones d'approvisionnement des centres, de la Cuvette équatoriale et des Uele devraient avoir la priorité.

5.5.4. Les associations rurales

Les tendances et capacités associatives des cultivateurs et éleveurs villageois devront être encouragées, encadrées, soutenues, en commençant par les zones les plus peuplées et celles qui ravitaillent les centres et les industries locales. Il n'est pas possible de fournir à la masse rurale l'encadrement, les intrants et les services sociaux indispensables, sans le relais de groupements et d'associations, à la fois enracinés dans la tradition et ouverts au changement. Ce sont aussi ces associations qui canaliseront la participation de la population à son propre développement et l'initieront progressivement à l'auto-gestion et à l'auto-financement. Ils lui fourniront une armature plus solide pour résister aux abus des pouvoirs politiques, administratifs et économiques. L'association facilitera également l'établissement progressif d'une infrastructure énergétique basée sur des ressources renouvelables.

5.5.5. Le capital forestier

Le Zaïre n'exploite pas entièrement son patrimoine forestier et souvent le détruit par négligence, impuissance ou défaut de prévision. L'enrichissement des forêts en essences précieuses, la protection des forêts marginales, la plantation d'essences à croissance rapide pour le bois de feu et le charbon de bois devront commencer dans les zones les plus accessibles et disposant déjà de débouchés et d'infrastructures. (Mayumbe - Mai Ndombe - hinterland de Kinshasa et des villes du Kasai et du Shaba).

5.5.6. L'autonomie énergétique de l'intérieur

Il a été dit en 3.2.7.1. ci-dessus que la hausse en valeur absolue et surtout en valeur relative de l'énergie produite par les moteurs Diesel risquait d'entraîner un déséquipement énergétique du milieu rural et même des petites et moyennes agglomérations.

A court terme il n'y a rien d'autre à faire qu'à tirer le meilleur parti possible des infrastructures énergétiques disponibles : rattachement des centres de consommation moyens aux lignes de transport d'énergie lorsque la chose est techniquement possible et économiquement justifiée, construction de centrales hydro-électriques de dimensions modestes lorsqu'une demande solvable existe ; amélioration des services d'entretien et de réparation et de l'approvisionnement en carburant et en pièces de rechange des centrales diesel existantes lorsqu'elles sont indispensables. En même temps, il faut *immédiatement* commencer la préparation et la mise en œuvre ponctuelle de solutions *à moyen et long terme* et cela dans trois domaines complémentaires :

- exploitation ordonnée de ce qui reste de forêts et de savanes boisées autour des grands centres (cf. 5.4.2.) ;
- mise au point, choix et installation sélective de centrales micro-hydrauliques ;
- mise au point et installation sélective d'unités solaires*, de gazogènes et de digesteurs de biomasses. On pourrait ainsi amorcer une «énergétisation» du milieu rural, organisé et encadré dans un programme de développement intégré. Notons qu'une stratégie énergétique adéquate ouvrirait des débouchés intéressants à l'industrie belge, tout en répondant aux impératifs du progrès rural et de l'amélioration de la situation alimentaire et sanitaire.

Trois réalisations pilotes peuvent être envisagées :

- dans une zone de ravitaillement péri-urbaine, non desservie par le réseau électrique existant ;
- dans une collectivité rurale comprenant des villageois, des fermiers et des planteurs ou éleveurs zaïrois ;
- dans une zone montagneuse à population dense.

* Voir à ce propos, les réalisations de l'aide médicale belge et du Centre inter-diocésain.

5.5.7. Conservation des ressources naturelles

Enfin, même si nous considérons la conservation du sol, de la végétation, de la faune et de la flore comme un impératif urgent, elle est par nature une tâche de longue durée et donc un élément permanent d'une stratégie de développement.

Citons, parmi les interventions prospectives :

- la mise au point et l'application de systèmes conservateurs mixtes agro-pastoraux, agro-sylvicoles et agro-sylvo-pastoraux dans les terroirs vulnérables.
- la remise en état, la protection et la gestion des réserves de faune et de flore (Parcs nationaux, réserves de chasse, forêts classées, sites protégés) ; la réussite de cette approche prospective implique évidemment, comme condition fondamentale, certaines améliorations institutionnelles et structurales.
- une recherche appliquée évoluant *progressivement* de la modestie de nos propositions à court terme vers des objectifs plus ambitieux, avec, en attendant, une collaboration systématique avec les universités et les centres de recherches étrangers ;
- une organisation financière et administrative redevenant fonctionnelle. Il ne s'agit pas de rêver à des efficacités aujourd'hui utopiques, mais au moins de rétablir des filières opérationnelles rendant possible une politique de développement ;
- une coopération extérieure autant que possible coordonnée et donnant une importance plus grande au transfert du savoir-faire et du comment faire ;
- une collaboration constructive avec les grandes sociétés qui peuvent, à certaines conditions, jouer le rôle d'un pôle de croissance ;
- une collaboration systématique avec les organisations non gouvernementales et plus particulièrement avec celles qui mènent une action de développement intégré (ceci ne veut pas dire que *toute* la coopération doit se faire par leur intermédiaire, mais autant que possible autour d'elles et avec elles) ;
- la mise en place de structures spécifiques d'appui technique, logistique, financier et gestionnaire pour les classes moyennes rurales. Cette forme de coopération est en effet très différente de la vulgarisation et de l'animation pratiquées en milieu villageois et exige donc des compétences et des moyens *sui generis*.
- enfin, il est évident que le Zaïre aura besoin de coopérants extérieurs possédant l'expérience du terrain. Cette expérience ne peut être acquise

en Europe. Il faudra donc négocier avec les autorités, zaïroises ou autres, une formation commune «sur le tas» telle que suggérée en 5.6. ci-après.

5.6. La formation : mythes et réalités

Aucune stratégie alimentaire n'a de chance de réussir sans qu'on ait formé des Zaïrois aux fonctions d'exécution, d'encadrement, de planification, de gestion et de direction. Malheureusement, si la formation est un thème fertile pour les déclarations d'intention et les programmes, elle n'a pas donné en Afrique tous les résultats qu'on pouvait espérer. Cette question est trop complexe pour être traitée exhaustivement dans cette note, mais nous estimons que l'expérience déjà acquise permet d'esquisser certains axes de réflexion.

**

Le Zaïre dispose d'un grand nombre de diplômés universitaires et techniciens supérieurs, parmi lesquels de nombreux agronomes, zootechniciens et économistes agricoles. En fait, plus de 50 % de l'assistance technique belge et un pourcentage important des autres aides bi- et multilatérales ont été consacrés à l'enseignement et à la formation. Malgré cela, après vingt ans d'efforts, on demande toujours autant d'experts et parfois de même profil qu'auparavant ! Ceci alors que les experts expatriés ayant exercé des responsabilités effectives d'exécution sur le terrain deviennent de plus en plus rares. D'autre part, la formation des «homologues», pour employer une terminologie internationale, ne donne généralement pas satisfaction.

Que reste-t-il, en termes d'efficacité et de solidité, de ces centaines d'homologues, de ces milliers de diplômés ? Un nombre insuffisant de réussites, malgré les efforts consentis, malgré la qualité et la bonne volonté des jeunes Zaïrois.

Pourquoi cet échec, au moins partiel ?

On peut invoquer bien entendu la crise déjà mentionnée de l'administration zaïroise, qui n'a donné aux jeunes éléments formés, ni le cadre, ni les conditions de travail, ni les motivations qui leur auraient permis de faire fructifier les connaissances acquises. Il faut remarquer à ce propos que les résultats obtenus dans le secteur privé, sans être absolument satisfaisants, sont cependant beaucoup plus encourageants. Mais on peut aussi se demander si les méthodes européennes d'enseignement et de formation sont vraiment adaptées à l'environnement zaïrois et aux

besoins prioritaires du pays. Et, à ce propos, une auto-critique objective s'impose aux Européens. Le Zaïre a surtout besoin d'ingénieurs, de techniciens, de juristes, de gestionnaires ingénieux, capables d'appliquer dans la réalité zaïroise les techniques, les méthodes et le savoir-faire qu'ils ont appris à maîtriser, quitte à les adapter et, si nécessaire, les recréer. Une minorité de diplômés devra, bien sûr, se consacrer à des problèmes de recherche et de développement et aux secteurs de technologie de pointe dont tout le pays a besoin, mais leur travail ne sera utile que dans la mesure, où ils connaîtront les problèmes de leur pays et où l'édition, la gestion et l'administration quotidiennes du pays seront convenablement assurées par leurs confrères praticiens.

Or on peut dire que l'enseignement, tel qu'il est dispensé au Zaïre et parfois en Belgique, souffre souvent d'eurocentrisme et de l'obsession de l'équivalence des diplômes. Avec la disparition progressive d'enseignants et maîtres de stage ayant une connaissance personnelle de l'Afrique, les étudiants zaïrois en Belgique reçoivent dans certaines matières un enseignement qui ne tient compte que très imparfaitement des réalités, des contraintes et des pesanteurs du terrain.

De même, les futurs techniciens sont tellement persuadés de l'excellence tous-azimuts des techniques européennes, tellement soucieux d'être «à la page», tellement peu confiants dans les vertus de l'ingéniosité, que beaucoup n'oseraient bricoler des solutions provisoires, lorsque l'approvisionnement ou les «spécialistes» font défaut.

Quant aux moniteurs agricoles et aux animateurs ruraux, ils reçoivent souvent une formation technique insuffisante pour en faire de bons praticiens, mais largement suffisante cependant pour les faire succomber à la «magie du diplôme» et les encourager à chercher des emplois de bureau, de préférence dans les villes.

Pour ce qui concerne la *«formation sur le tas»* (homologues, personnel de maîtrise et d'exécution) elle exige pour réussir :

- de bons professionnels : un mauvais mécanicien ou un agronome de chambre ne formeront jamais que des «copies-conformes» ;
- de bons formateurs : les professionnels de qualité sont parfois de très mauvais pédagogues ; ils doivent donc être soutenus par des formateurs de métier ;
- une entreprise ou un projet qui marche : un environnement de rigueur et de conscience professionnelle, d'efficacité et de productivité est indispensable par une formation réussie (l'inefficacité ambiante apprend tout au plus à trouver des explications plausibles pour les échecs) ;

- des moyens et du temps ; trop souvent, les responsabilités de formation sont imposées à une équipe déjà surchargée par des tâches absorbantes de réalisation et de gestion, et cela sans hommes ni moyens supplémentaires ; ne pouvant pas tout faire, l'équipe sacrifie les activités dont les résultats ne sont pas quantifiables c'est-à-dire la formation.

Il faut considérer le transfert de savoir faire en cours de travail comme une activité à productivité différée, aussi importante que les autres et justifiant l'affectation d'hommes et de moyens adéquats. Il est frappant de constater que la formation sur le tas est généralement mieux conçue et exécutée dans les sociétés privées car celles-ci la considèrent comme un investissement productif.

Il y a donc un besoin urgent de redéfinir les objectifs et les modalités de l'enseignement et de la formation post- ou extra-scolaire, afin de les adapter aux besoins spécifiques du milieu rural et du Zaïre. Ne peut-on imaginer à ce propos, une formule encore inédite ? La Belgique financerait un projet *faisable et valable*, en Afrique centrale et aiderait le pays hôte à en assurer une gestion efficace par du personnel africain et belge de qualité. La bonne gestion étant ainsi assurée, une attention particulière serait consacrée à la formation pratique de diplômés et de non diplômés.

Les thèmes de formation pourraient être, entre autres :

- la phytotechnie et la zootechnie pratiques, y compris la protection des cultures et du bétail ;
- la multiplication de variétés améliorées ou adaptées ;
- l'hydraulique agricole appliquée ;
- la conduite d'essais d'adaptation locale et de parcelles de démonstration ;
- l'organisation du travail, la conduite du personnel, les formalités administratives ;
- la gestion logistique, les approvisionnements, la tenue des comptes ;
- l'établissement des prix de revient, des devis, des prévisions budgétaires ;
- des éléments d'entretien et de réparation des véhicules, engins et moteurs fixes ;
- la construction de pistes, d'ouvrages d'art et d'infrastructures sociales simples ;
- la sociologie et l'anthropologie pratiques du milieu rural ;
- les méthodes de vulgarisation et d'animation bien adaptées, la promotion et la gestion d'associations paysannes (une formation spécifique

serait consacrée aux jeunes destinés à étudier, mettre en route, réaliser et gérer des programmes et des campagnes d'hygiène, de santé publique et d'amélioration nutritionnelle).

Il serait nécessaire que les stagiaires en formation soient belges autant qu'africains, cette mixité étant une condition sine qua non du financement. On comblerait ainsi une lacune qui menace l'avenir même de la coopération belge dans le domaine rural : le manque de formation opérationnelle de la plupart des jeunes ingénieurs et techniciens. En outre, on constituerait des équipes multiraciales valables pour des réalisations futures en matière de développement rural intégré. Malgré l'absence de précédent, nous estimons que l'insertion planifiée d'une formation systématique dans un projet utile pourrait contribuer à corriger ce que l'enseignement a encore de trop théorique et d'insuffisamment adapté.

Conclusions

Les conclusions du présent document peuvent être synthétisées en quatre points :

Il n'y a pas de stratégie spécifiquement alimentaire, mais une priorité alimentaire et nutritionnelle intégrée dans une politique globale de développement ;

Il n'est pas possible d'intervenir partout à la fois ;

Il n'est pas raisonnable d'agir sans une information adéquate et permanente.

Il faut éviter à tout prix que les difficultés alimentaires chroniques deviennent aiguës en certains points critiques comme les grandes villes et les zones surpeuplées : la réaction en chaîne qui s'en suivrait détruirait pour longtemps toute possibilité de développement.

Les priorités stratégiques découlent naturellement de ces considérations :

- 1^o Création ou dynamisation urgente de structures et de procédures de détection, d'évaluation et de concertation ;
- 2^o Introduction ou sélection, adaptation, diffusion de matériel génétique amélioré et sain ; mise en place d'un système efficace de protection phytosanitaire et vétérinaire ;
- 3^o Intervention énergique et massive en matière médico-sociale, technique et socio-économique dans les zones d'approvisionnement des grands centres ;
- 4^o Politique active de défense et de restauration du sol, en commençant par les zones les plus menacées ;
- 5^o Relance des activités agro-industrielles à l'intérieur.

Ces interventions devraient être lancées (ou renforcées et coordonnées pour celles qui sont déjà en cours) dans les plus brefs délais. Mais elles ne sauraient être menées à bonne fin sans une politique adéquate de formation de jeunes Zaïrois et Européens et un effort de motivation des populations rurales.

Quiconque a travaillé sur le terrain a pu mesurer la distance qui sépare la plus parfaite des stratégies de la plus modeste des réalisations. Nous pensons cependant que les principes et interventions proposés dans ce mémoire répondent aux besoins du Zaïre et sont fiables dans le contexte d'un pays en développement. Mais il faudrait que se manifestent une volonté politique plus cohérente dans le chef des élites zaïroises et une prise de conscience plus nette du caractère aigu et de la tendance exponentielle du problème démographique. Il faudrait aussi que les pesanteurs spécifiques d'un monde industrialisé en crise soient neutralisées par un sens plus vif de l'unité des problèmes mondiaux.

En prenant comme exemple le Zaïre, l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer a certes voulu d'abord apporter sa participation à un dialogue réaliste, franc et amical entre ce pays et la Belgique. Mais l'Académie espère également que le lecteur attentif trouvera en filigrane de ce mémoire, une méthodologie adaptable à la plupart des pays en développement, notamment en Afrique. Ainsi, aura-t-elle apporté sa contribution au dialogue Nord-Sud qui, lorsqu'il s'exprime uniquement en termes d'échanges traditionnels, ne peut conduire qu'à une impasse en temps de crise généralisée.

Au contraire, une recherche commune de solutions stratégiques ayant comme même dénominateur le souci de l'amélioration quantitative et qualitative des conditions de vie peut ouvrir le chemin vers un consensus entre le Nord et le Sud. Minoritaires aujourd'hui et bien plus encore demain, nos sociétés industrialisées n'échapperont pas au vieillissement et à ses scléroses si elles se referment sur elles-mêmes. Mais elles retrouveront une nouvelle vigueur en recherchant en commun, avec les sociétés jeunes d'un Tiers Monde de plus en plus majoritaire, une solution mondiale aux problèmes d'alimentation, d'épanouissement et de qualité de vie.

C'est aussi en commun que nous réussirons à rétablir un nouvel équilibre avec notre environnement, cet équilibre écologique que des évolutions différentes ont compromis sur toute l'étendue de notre planète et dont la restauration doit être l'objet des préoccupations de tous.

